

cyberpresse.ca

LA PRESSE



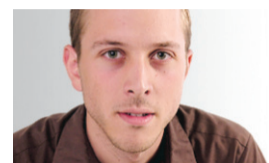
SPORTS PLUS
L'AFFICHE DE L'ÉQUIPE
CANADIENNE JUNIOR
PAGE 10

TENNIS
UN AVENIR
À FAIRE RÊVER
PAGE 6

ALEKSANDRA
WOZNIAK



L'ÂME HUMANITAIRE



NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
SRI LANKA

BATTICALOA — Le téléphone a sonné trois coups de suite. Un appel d'outre-mer. Siva Ramamoorthy s'est

La Presse a suivi un travailleur social d'origine tamoule qui améliore le sort de dizaines de milliers de réfugiés sri-lankais.

essuyé la main et a décroché. Son regard s'est illuminé. « Irish Red Cross », a-t-il articulé en silence, l'oreille vissée au combiné. Quelques minutes plus tard, il a doucement raccroché et a laissé échapper un cri de victoire si retentissant que son chien, qui dormait à ses pieds, est parti se cacher. « Deux millions d'euros ! (3,2 millions de dollars) Ils nous donnent deux millions d'euros ! »

C'était un moment de grâce dans une journée éprouvante. La pluie tombait depuis trois jours maintenant sur Batticaloa, transformant en un véritable lac le quartier déjà lourdement touché par le tsunami.

Siva Ramamoorthy s'était levé à 5h du matin, alors qu'il faisait encore nuit. Après s'être rendu au bureau local de la Croix-Rouge, qu'il a lui-même mis sur pied il y a 12 ans, il est

allé ratisser la ville pour trouver des camions pour la Croix-Rouge suisse, qui n'avait aucun moyen de distribuer ses vivres dans la région. Il a ensuite compilé les données sur les 88 camps de réfugiés du district, recruté des dizaines de bénévoles, donné des entrevues aux médias par téléphone cellulaire et rassuré sa copine à Dublin en lui envoyant un télétexte d'un deuxième téléphone portable, réservé aux communications internationales.

➤ Voir **ÂME** en page A2

PLUS TSUNAMIS

PAGES 1 À 5

➤ QUAND L'AIDE PÈSE LOURD

➤ PROTÉGER LES ORPHELINS

➤ UNE SOLIDARITÉ SÉLECTIVE

À VOS AFFAIRES

VOYAGE DE RÊVE ?
ASSURANCE CAUCHEMAR!
PAGE 1



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« On donne peut-être seulement 125 000\$ en argent, mais on va envoyer beaucoup de sirop d'érable. »
— Jean Charest

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 12
Bandes dessinées	LECTURES 6
Bridge	AFFAIRES 13
Décès	AFFAIRES 13
Feuilleton	LECTURES 6
Forum	A 9 et 10
Génies en herbe	ACTUEL SANTÉ 2
Horaires télévision	ARTS 10
La presse d'ailleurs	PLUS 8
Loterie	A 7
Mots croisés	LECTURES 6
Mot mystère	AFFAIRES 13
Observateur	AFFAIRES 11
Petites annonces	AFFAIRES 11

Météo

Nuageux, maximum -5, minimum -8, plus de détails en page SPORTS S9



Coupe du monde Les Canadiennes frappent un grand coup en Italie



PHOTO MAX ROSSI. REUTERS ©

À l'approche des Championnats du monde, les skieuses canadiennes ont montré leurs couleurs hier. Geneviève Simard (photo), de Val-Morin, a terminé deuxième au slalom géant de Santa Caterina (Italie), remporté par la Slovène Tina Maze. Allison Forsyth, de Colombie-Britannique, a terminé troisième. Textes en page S7.

Saint-Léonard montre les dents contre les pitbulls

SÉBASTIEN RODRIGUE

La mauvaise réputation des chiens pitbulls les empêcheront désormais de couler des jours paisibles à Saint-

Léonard, où le conseil d'arrondissement compte adopter un règlement interdisant leur possession sous peine d'amendes ou de poursuites judiciaires.

Lors de sa dernière assemblée publique, avant Noël, le conseil d'arrondissement a déposé un avis de motion annonçant le dépôt d'un règlement interdisant les chiens de

race pitbull dans les limites de cet arrondissement de l'est de Montréal.

L'arrondissement de Saint-Léonard n'a pas connu de problèmes particuliers avec cette race de chien, mais les incidents survenus ailleurs ont suffi à lancer l'adoption d'une telle réglementation. « Il n'y a pas eu d'incidents particuliers à Saint-Léonard, mais il ne faut pas attendre qu'il se passe quelque chose. »

➤ Voir **PITBULLS** en page A6

Top 25 des plus influents dans le sport 1— Dick Pound Le shérif du dopage bien en selle



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Dick Pound a négocié milliards de contrats de télé de plusieurs milliards pour le compte du Comité international olympique (CIO), dont il a été le vice-président pendant plusieurs années. Il est associé chez Stikeman Elliott, l'un des plus prestigieux

cabinets d'avocats de Montréal. Et il préside depuis cinq ans l'Agence mondiale antidopage (AMA).

En plein le genre d'homme qu'on imagine inaccessible, barricadé derrière un mur de réceptionnistes, de relationnistes et de secrétaires chargés de filtrer ses contacts avec l'extérieur.

Sauf que, entre les préjugés et la réalité, il y a un gouffre. N'importe quel journaliste qui s'intéresse au dopage vous le dira : Dick Pound est la disponibilité faite homme. Sa pauvre assistante doit mener une lutte de tous les instants pour garder la main sur le carnet de rendez-vous de son

patron, à qui il arrive souvent de répondre lui-même au téléphone et de bousculer son agenda sans lui en parler. Comme c'est arrivé quand La Presse l'a appelé pour solliciter un entretien après qu'il eut décroché cette année le premier rang de notre Top 25 du pouvoir.

Si Dick Pound est aussi facile d'approche, c'est sans doute parce que cet ancien nageur olympique — il est le dernier Canadien à avoir pris part à la finale olympique du 100 mètres libre, à Rome, en 1960 — est ainsi fait.

➤ Voir **POUND** en page S4

LES 25 QUÉBÉCOIS LES PLUS INFLUENTS
SPORTS PLUS PAGES 4 ET 5

Canon ELURA 60

- Caméra Mini-DV
- Zoom optique 14x
- Écran LCD 2,5 pouces
- Stabilisateur d'image numérique

619⁹⁹\$

Canon optura 500

- Camera vidéo format Mini-DV
- Zoom 10x optique
- Écran LCD 2,5 pouces
- Stabilisateur d'image numérique

1 249⁹⁹\$

Canon optura Xi

- Camera vidéo format mini DV
- Zoom 11x optique
- Écran LCD 3,5 pouces
- Stabilisateur d'image optique
- Mode photo, 2 millions de pixels
- Flash automatique intégré

1 469⁹⁹\$

L.L.Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 | www.lozeau.com
6229, St-Hubert | Montréal, Québec

Valide jusqu'au 25 janvier 2005

Les photos peuvent différer

ASIE APRÈS LES TSUNAMIS



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Paul Martin a pris la parole hier, à Ottawa, au cours d'une cérémonie dédiée aux victimes des événements tragiques du 26 décembre en Asie. Dans l'assistance et sur la scène, les Canadiens d'origines sri-lankaise, indienne, thaïlandaise et indonésienne étaient nombreux.

Paul Martin promet de soutenir les sinistrés jusqu'au bout

« Nous serons là le temps qu'il faudra »

LAURA-JULIE PERREAULT

OTTAWA — L'aide que le Canada apporte aux sinistrés du tsunami en Asie du Sud-Est ne s'éteindra pas en même temps que les caméras de télévision. C'est ce qu'a promis Paul Martin hier, lors du discours qu'il a prononcé à Ottawa au cours d'une cérémonie dédiée aux victimes des événements tragiques du 26 décembre en Asie.

« Nous devons dire à ceux qui sont dans la détresse, qui possèdent si peu de biens matériels et qui éprouvent une douleur insupportable que notre résolution est inébranlable. Que nous les accompagnons aujourd'hui, demain et après-demain. Nous serons là le temps qu'il faudra », a dit le premier ministre du Canada devant la foule, beaucoup plus modeste que prévu, qui assistait à la cérémonie.

Alors que 15 000 personnes étaient attendues, moins de 1000 se sont présentées hier midi au centre municipal du parc Lansdowne, rue Bank, à Ottawa. Les salles aménagées pour accueillir la foule excédentaire une fois les gradins remplis sont restées désertes; le stationnement qu'on

Une foule beaucoup plus modeste que prévu a assisté hier à la cérémonie commémorative dédiée aux victimes des tsunamis.

croit trop petit est demeuré à moitié vide.

Mais si le nombre n'y était pas, la diversité, elle, y était, sur la scène comme dans les gradins. Chants bouddhistes, prières sikhes, musulmanes et chrétiennes se sont mêlées l'espace d'une heure, précédant les discours de Paul Martin et d'Adrienne Clarkson. Les Canadiens d'origines sri-lankaise, indienne, thaïlan-

daise et indonésienne étaient nombreux dans l'assistance.

Des familles affligées

Les prières de cette journée nationale de deuil se sont élevées à l'intention des Canadiens disparus dans la vaste région dévastée par le séis-

me, mais aussi des proches des Canadiens d'origine asiatique. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a annoncé que cinq Canadiens ont perdu la vie, mais 145 autres manquent toujours à l'appel.

Au premier rang de l'assistance, qui rassemblait notamment des politiciens, des diplomates et des leaders religieux, se trouvaient d'ailleurs une quinzaine de représentants des

familles qui recherchent toujours des leurs ou qui ont appris le décès d'un être cher. Transis de peine, ils ont été gardés loin des médias par les autorités.

À la sortie de la cérémonie, nombreux étaient ceux qui essayaient d'expliquer pourquoi si peu de citoyens ont daigné se rendre au centre municipal hier, alors qu'en 2001, à la suite des attentats du 11 septembre, plus de 100 000 personnes avaient honoré la mémoire des 24 victimes canadiennes sur la Colline parlementaire.

« Ils ont tellement dit dans les journaux qu'il y aurait foule que les gens ont eu peur de venir. En plus, il n'y avait pas tellement d'information claire. Je suis moi-même arrivée en retard », a noté Susi Nalliah, une jeune femme d'Ottawa d'origine tamoule, qui avait fait le voyage en autobus avec deux de ses amies.

« Je pense que tout le monde vit le deuil à sa manière. Il y a des événements dans toutes les communautés. Les restaurants recueillent des dons », a ajouté Connie Strang, travailleuse humanitaire qui a vécu dans plusieurs pays de la région touchée.

Interrogé par *La Presse*, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, s'est lui aussi fait diplomate dans ses commentaires. « Je suis revenu au pays au pour assister à cette cérémonie. Aujourd'hui n'est pas le jour pour juger les actions du gouvernement », a dit le chef de l'opposition en quittant le stade.

qu'on vient de verser quelques milliers d'euros de plus dans un compte qu'il a fait ouvrir expressément pour aider les victimes du raz-de-marée.

« Je compte acheter des outils pour que les gens puissent reconstruire leur maison, et des filets de pêche pour que les pêcheurs puissent retourner en mer, dit-il. Ce sera une aide qui va obliger les gens à reprendre leur vie en main. »

Son travail sur le terrain a été remarqué : aujourd'hui, la quasi-totalité des organisations humanitaires de la région font appel à lui pour ses contacts et son savoir-faire, et la Croix-Rouge irlandaise lui a donné carte blanche. Les offres d'emploi se multiplient : la Croix-Rouge suisse lui a offert un poste à Zurich et Oxfam veut lui confier la direction de sa division sri-lankaise. Mais le principal intéressé a décliné toutes ces offres.

« Je veux rester libre. J'aime être sur le terrain et rencontrer les gens. C'est là que je me sens le plus utile, dit-il. Et puis maintenant, j'ai deux millions d'euros à dépenser... »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: nicolas.berube@lapresse.ca

L'âme humanitaire

ÂME

suite de la page A1

« Quand je viens au Sri Lanka, je me dors pas beaucoup, dit-il. Ma famille est contente de me voir arriver, mais elle sait que je ne serai pas souvent à la maison pour dîner avec tout le monde, comme le veut la coutume ici. »

À 33 ans, Siva Ramamoorthy, un bon vivant aux joues rondes et au ventre prometteur, possède une feuille de route unique au Sri Lanka. Né à Batticaloa dans une famille de la minorité tamoule, il s'est bâti très jeune une réputation de fonceur et de leader communautaire.

À 15 ans à peine, il prenait la parole lors des assemblées régionales pour dénoncer le double langage des députés de son district. Un franc-parler qui ne l'a jamais quitté depuis et qui lui a coûté cher : il été arrêté, emprisonné et même torturé à plusieurs reprises. « Le Sri Lanka n'est pas un pays où on peut dire librement ce que qu'on pense, dit-il. Ici, avoir des idées et des opi-

nions qui remettent en question l'autorité vous expose à toutes sortes d'ennuis. »

Dégoûté par la violence des militaires et celle des militants indépendantistes tamouls, il se lance dans l'aide humanitaire. À 21 ans, il fonde avec des amis une école de formation en premiers soins, financée par des donateurs locaux qu'il a ralliés à sa cause. Le projet a fait bouler de neige : aujourd'hui, plus de 1000 personnes sont aptes à donner les premiers soins dans le district, de loin le mieux préparé au pays. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs joué un rôle de premier plan lorsque le tsunami a frappé la côte, il y a deux semaines.

Réponse rapide

C'est en prenant les messages à son téléphone cellulaire à Dublin, où il réside depuis sept ans, que Siva a appris qu'un raz-de-marée avait frappé la côte du Sri Lanka et inondé sa maison.

« Toute la journée, j'ai essayé d'appeler chez moi pour avoir des nouvelles de ma famille. J'ai fina-

lement pu joindre ma soeur en soirée. » Siva a appris que sa famille immédiate était hors de danger mais que les vagues avaient fauché la vie de sa cousine et celle d'innombrables amis et collègues. Plus de 30 bénévoles de la Croix-Rouge qu'il a lui-même formés et qu'il connaît depuis des années ont également perdu la vie.

« C'est un désastre terrible qui m'affecte énormément, confie-t-il un soir, devant une bière. Mais je ne me donne pas le droit d'y penser. Pour l'instant, je veux aider les survivants. Je penserai aux morts après. »

Le lendemain du désastre, Siva a lancé une collecte de fonds par courrier électronique. Le soir même, il avait amassé 20 000 euros et prenait l'avion pour le Sri Lanka, où il continue de se rendre plusieurs fois par année. Son employeur, un centre jeunesse de Dublin, l'a libéré pour les trois prochains mois pour qu'il se consacre à organiser l'aide humanitaire au Sri Lanka.

Depuis, les nouvelles se succèdent, toutes plus importantes les unes que les autres. Ses amis en Irlande ont lancé une campagne de financement : chaque fois qu'il prend ses courriels, il apprend

toyer le secteur de l'eau salée et polluée qui y a été laissée par les raz-de-marée dévastateurs. Les quatre appareils sont en mesure d'éliminer jusqu'à 200 000 litres par jour.

« Nous espérons aider la population sri lankaise à se relever, a déclaré la major Julia Atherley-Blight, commandante adjointe de l'équipe. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui aimeraient être à notre place, qui aimeraient aussi faire ce travail, a-t-elle ajouté.

Nous le pensons tous. C'est tout un privilège. »

Plus de 30 000 Sri-Lankais ont perdu la vie et 800 000 autres se sont retrouvés sans domicile. Le bilan de la catastrophe pourrait augmenter de façon dramatique si des maladies telles que le choléra et la dysenterie se répandaient.

« Nous espérons aider la population sri lankaise à se relever, a déclaré la major Julia Atherley-Blight, commandante adjointe de l'équipe. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui aimeraient être à notre place, qui aimeraient aussi faire ce travail, a-t-elle ajouté.

Purifier l'eau

Les membres de la DART ont essentiellement pour tâche de purifier l'eau, d'offrir des soins médicaux

Des prières pour soulager les affligés

CHRISTINE LANGLOIS
LE DROIT

Joan Scott était installée dans la première rangée des gradins du centre municipal d'Ottawa, hier, au cours de la cérémonie en l'honneur des victimes du tsunami. Elle accompagnait sa fille, Bonnie, assise plus bas avec les membres d'autres familles affligées.

Le mari de Bonnie, Joeffrey Morris, est toujours sans nouvelles de son père. Au moment des grandes vagues, Richard Morris profitait de ses vacances en Thaïlande. Le fameux « pas de nouvelles, bonnes nouvelles » ne s'applique pas du tout à ce que vit en ce moment la famille Scott-Morris. « Ce qui est le plus difficile pour eux, explique Joan Scott, c'est qu'ils ne peuvent pas faire leur deuil. D'un côté, ils espèrent toujours recevoir un courriel mais, au fond, il est plus raisonnable de croire qu'il est mort. Peut-être qu'ils ne sauront jamais. »

Un peu plus haut dans les gradins, quatre religieuses d'Ottawa, franciscaines de Marie, attendaient elles aussi patiemment le début des prières. Soeur Karen Corera a de la famille à Batticaloa, au Sri Lanka.

« Ses parents étaient sur la plage, a expliqué sa compagne, Lilianne Rancourt. Quand ils ont vu ce qui arrivait, ils se sont réfugiés à l'hôtel, en hauteur, et c'est ce qui les a sauvés. »

Un oncle de soeur Karen, qui vit au Sri Lanka lui aussi, avait invité une dizaine d'enfants aveugles à venir fêter Noël chez lui le 26 décembre. Une vague a emporté l'autobus qui les transportait, et les 10 enfants ont péri.

Besoin de réconfort

D'autres familles, comme celle de Yoga Siva, jeune femme originaire du Sri Lanka, cherchaient aussi du réconfort.

« J'ai un oncle qui est toujours là-bas. Je lui ai parlé il y a trois jours et il n'avait toujours pas reçu d'aide du gouvernement. »

Suvitha et Thivija Thevarajah, elles aussi du Sri Lanka, s'inquiétaient quant à elles de leur grand-mère, dont elles sont sans nouvelles.

« Ma mère est très inquiète. On pense que, si ma grand-mère était en vie, elle nous aurait appelés », a confié Suvitha.

Informations sur les disparus

Le ministère des Affaires étrangères a laissé entendre hier qu'il y aurait bientôt de nouvelles informations au sujet des 145 Canadiens portés disparus en Asie du Sud-Est à la suite du tsunami du 26 décembre.

Dans les derniers jours, le ministre Pierre Pettigrew a visité la morgue de Phuket et a pu rencontrer des médecins légistes canadiens et étrangers. Il fera part de ces nouvelles aux familles des victimes à son retour au pays.

Avant de rendre publics les noms des victimes, le ministère précise qu'il faudra d'abord obtenir des certificats de décès de la part des autorités thaïlandaises ainsi que l'accord des familles. Dès demain, le décompte des victimes canadiennes, sans mention de leur nom ou de leur origine, sera publié sur le site du ministère des Affaires étrangères (www.dfaitmaeci.gc.ca).

— La Presse

La DART canadienne est arrivée au Sri Lanka

SUE BAILEY
PRESSE CANADIENNE

COLOMBO, Sri Lanka — L'équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) des Forces armées canadiennes est arrivée hier à Co-

lombo, capitale du Sri Lanka. Les 200 membres de la DART se rendront demain dans la région dévastée d'Ampana, sur la côte sud-est de l'île, afin d'apporter des médicaments ainsi que de la machinerie devant permettre de net-

dans les cliniques et hôpitaux, et d'aider à la reconstruction du secteur.

Des tonnes de fournitures d'aide humanitaire — suffisantes pour remplir cinq gigantesques avions russes — sont arrivées à Colombo ou sont attendues sous peu.

La mission de la DART — dans le cadre de laquelle les Canadiens travailleront de concert avec les organismes d'aide internationale déjà sur place afin d'éviter une répétition des efforts — devrait durer six semaines et coûter 20 millions de dollars.

ASIE APRÈS LES TSUNAMIS



PHOTO BEAWIHARTA, REUTERS ©

Une femme et son enfant se fraient un chemin dans la ville de Banda Aceh, dans l'île indonésienne de Sumatra, où on signale de plus en plus de cas d'infections respiratoires, de diarrhée, de typhoïde, de maladies de peau et de pneumonie.

Les urgences sont débordées



KARIM BENESSAÏEH

ENVOYÉ SPÉCIAL
BANDA ACEH

Dans un édifice tout craquelé et sale de Banda Aceh, 22 patients sont éparpillés sur des coussins ou de minces matelas. Beaucoup sont mourants et sept ont le tétanos. Les mouches sont partout, des chats se promènent entre les sacs de soluté et les antibiotiques.

Il y a deux semaines, l'hôpital Zainoel Abidin était un petit bijou de technologie. Sur près de deux kilomètres carrés, 450 patients recevaient des soins dans des bâtiments flamboyants. Un millier de professionnels de la santé disposaient, eux, des appareils les plus modernes qu'on pouvait trouver dans cette région du monde. « C'était le nec plus

ultra des hôpitaux, le meilleur de la province : n'importe quel médecin aurait rêvé d'y travailler », dit Charles Johnson, urgentologue de Singapour arrivé vendredi dans la ville sinistrée.

Aujourd'hui, les appareils sont toujours là, mais ils sont pêle-mêle à l'extérieur, maculés de boue et cabossés. On reconnaît ici et là des machines de pointe — un appareil de photothérapie, un autre de radiothérapie — qui ne valent plus que le métal et les fils qui les composent. Une table d'accouchement toute tordue traîne dans la cour. Les pavillons sont également inondés de boue, déserts ou servant de refuge aux secouristes. Partout sur le sol, de grandes flaques d'eau, des meubles, des bouts de bois. On peut même apercevoir, devant l'ancien laboratoire, le diplôme encadré d'un des médecins qui pratiquait ici. Seul le bâtiment central, rouvert mercredi, accueille des patients. Dans des conditions qui feraient frémir tout Québécois, pouvait-on constater hier.

Quant au millier d'employés, ils sont morts ou à la recherche de leurs proches. « Sur 1000, seulement trois

travaillent actuellement ici », précise Muhaimin, un jeune médecin de 30 ans qui tient clinique à la réception de l'hôpital. Qu'est-il advenu des 450 patients ? Le médecin assure que la grande majorité sont sains et

« C'était le nec plus ultra des hôpitaux, le meilleur de la province : n'importe quel médecin aurait rêvé d'y travailler. »

saufs, notamment à cause d'une pratique bien particulière à l'Indonésie : « Les familles sont autorisées à rester dans la chambre des patients. Quand le tsunami a commencé à déferler, les proches ont pu transporter leur malade au deuxième étage, qui n'a pas été touché. »

Par contre, on ne sait rien des dizaines de patients (impossible de connaître leur nombre exact) souffrant de maladies mentales qui étaient isolés dans une section à part. « Ils ont fui l'hôpital, estime le Dr John-

son. Où ils sont sans doute dans des camps de réfugiés mais, comme ils n'ont plus de médication, ils sont complètement perdus. »

Les patients qui ont trouvé refuge à Zainoel Abidin, le troisième hôpital rouvert des six que comptait Banda Aceh, font partie en grande majorité de ce que les autorités ont qualifié de « deuxième vague ». Après les blessés graves des premiers jours, ceux qui ont vu leurs blessures s'infecter arrivent depuis une semaine dans les hôpitaux déjà débordés.

C'est ainsi que, parmi plus d'une vingtaine de patients, le tiers ont le tétanos. Tous les âges sont représentés : la plus jeune est un bébé de 8 mois, Rina, qui souffre de malnutrition. Le plus âgé est Sulaeman, 80 ans, atteint de tétanos. On recense une demi-douzaine de fractures, des traumatismes crâniens et deux pneumonies. « Nous avons suffisamment d'antibiotiques, mais beaucoup de nos patients ont trop attendu avant de venir », déplore Charles Johnson. La situation est la même dans les deux autres hôpitaux de la ville,

Kesdam et Sakinah, qui ont dépassé dès les premiers jours leur capacité d'accueil. Le premier, par exemple, conçu pour 100 patients, en traite plus de 400. Les bénévoles de la santé épuisés, tandis que l'état de santé des réfugiés se dégrade, a confié le responsable du Comité médical d'aide d'urgence, Jose Rizal, cité dans le *Jakarta Post* d'hier. « Nous voyons de plus en plus de cas d'infections respiratoires, de diarrhée, de typhoïde, de maladies de peau et de pneumonie. Nous avons besoin d'une distribution rapide de médicaments. »

Le principal défi, estime Bernard Hanrahan, responsable de l'armée australienne pour l'hôpital Zainoel Abidin, est la coordination. « C'est le défi de base si on ne veut pas que les ressources se perdent. »

Le Dr Charles Johnson, lui, s'estime chanceux d'avoir pu se greffer à une équipe de secouristes indonésiens, ce qui lui a permis d'être à pied d'oeuvre quelques heures après son arrivée à Banda Aceh.

« Eux savaient où aller. Mais il y a beaucoup de talents perdus actuellement, ici, qui attendent quoi faire. »

La vie reprend peu à peu

AGENCE FRANCE-PRESSE

JAKARTA — Bien que des rebelles séparatistes de la province indonésienne d'Aceh aient ouvert le feu sur le domicile d'un responsable de la police, le secrétaire général de l'équipe de secours pakistanaise. Les visites du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et du secrétaire d'État américain, Colin Powell, ont ainsi provoqué la fermeture, brièvement, du seul aéroport du chef-lieu de la province, Banda Aceh, pour des raisons de sécurité. Les livraisons de l'aide par avion en ont été retardées.

« Cela ralentit les choses. Ils devraient mieux coordonner ça », a estimé hier le commandant Murad Khan, porte-parole de l'équipe de secours pakistanaise. Les visites du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et du secrétaire d'État américain, Colin Powell, ont ainsi provoqué la fermeture, brièvement, du seul aéroport du chef-lieu de la province, Banda Aceh, pour des raisons de sécurité. Les livraisons de l'aide par avion en ont été retardées. Avant la catastrophe, le petit aéroport assurait environ trois vols par jour. C'est devenu un centre d'opérations de secours qui doit accueillir des dizaines de vols quotidiens. Hier, des parlementaires américains sont venus voir Banda Aceh, mais ils sont arrivés en hélicoptère, depuis le porte-avions *USS Abraham Lincoln* afin de ne pas occuper la piste d'atterrissage.

sation a évité ces zones pour ne pas créer de controverse, a expliqué un responsable de l'ONU sous le couvert de l'anonymat.

Le sud de la Thaïlande accueillait les ministres des Affaires étrangères canadien et japonais, Pierre Pettigrew et Nobutaka Machimura, qui s'est dit choqué par cet « incroyable désastre ».

Leurs homologues norvégien et allemand, Jan Peterson et Joschka Fischer, étaient eux à Bangkok. M. Fischer a remercié les autorités locales pour leur aide aux victimes étrangères. Les quatre ministres ont rendu hommage à l'efficacité avec laquelle les autorités thaïlandaises géraient cette crise sans précédent.

La Thaïlande, dont les pertes humaines ont été revues à la baisse, avec 5305 morts et 3498 disparus (2373 Thaïlandais et 1125 étrangers), apparaît comme le seul pays atteint par les tsunamis déjà en phase de reconstruction.

Dans la province indonésienne d'Aceh, sur l'île de Sumatra, où des villes et des villages entiers ont été dévastés, on remarquait aussi des signes d'amélioration, avec la réouverture des mosquées, des hôpitaux et des commerces mieux approvisionnés. Les opérations humanitaires, d'une ampleur sans précédent, commencent à y faire sentir leurs effets.

On y assistait même à un petit miracle, un homme âgé de 70 ans ayant survécu pendant 11 jours sous les débris de sa maison à Banda Aceh, la capitale provinciale.

Dans la ville de Meulaboh, sur la côte ouest de Sumatra, presque totalement isolée et accessible seulement par les airs, la vie semble aussi reprendre le dessus.

Le nombre de morts était revu à la baisse en Indonésie avec 104 055 morts contre 107 039 dans un précédent bilan, le nombre des disparus s'élevant à 10 070 contre 15 420 auparavant.

Lueurs d'espoir aussi dans la région srilankaise de Batticaloa, où des pêcheurs lancent leurs premiers filets depuis les raz-de-marée, et des rescapés se mettent à parler de l'avenir.

Et ce alors que les trois quarts des côtes ont été touchées au Sri Lanka, dont 30 718 habitants ont été tués. 4939 personnes sont portées disparues et 512 690 restent hébergées dans des camps, contre 578 224 la veille.

Surtout, il n'y a pas l'heure d'épidémie dans l'île, bien que 20 millions de dollars soient nécessaires dans les prochaines semaines pour écarter tout risque, a estimé le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, Jong-Wook Lee.

M. Lee a incité les habitants traumatisés à manger à nouveau du poisson,

délaissé par crainte qu'ils ne se nourrissent de cadavres de victimes.

En Inde également, où l'on déplore 10 012 morts et 5624 disparus, la situation sanitaire restait stable, selon le ministère de la Santé, qui n'avait pas non plus d'informations faisant état d'éventuelles épidémies.

Dans le sud du pays, des intouchables ont affirmé qu'ils étaient expulsés de camps mis en place pour les sinistrés par des castes plus élevées et étaient victimes de discriminations.

« La caste plus élevée des pêcheurs ne nous a pas autorisés à dormir dans un hall de cérémonie où ils ont été accueillis parce que nous appartenons à la caste inférieure », a déclaré Kuppuswamy Ramachandran, un intouchable.

Le premier ministre indien Manmohan Singh a visité hier les lointains archipels d'Andaman et Nicobar, où des milliers de personnes restent disparues et plus des deux tiers des îles habitées ont été touchées.

La communauté internationale demeure mobilisée. Le président américain George W. Bush a de nouveau appelé les Américains à participer aux dons en faveur des sinistrés. Autres illustrations de la solidarité mondiale, les dons de la population chinoise ont atteint 105 millions de yuans (12,7 millions de dollars), un téléthon organisé hier en Australie a permis de collecter l'équivalent d'une dizaine de millions de dollars américains, et Madagascar — victime elle-même de cyclones l'an dernier — a dit offrir 100 000 \$.

L'aide gênée par les visiteurs

ASSOCIATED PRESS

BANDA ACEH, Indonésie — Les personnalités étrangères venues en Aceh depuis le séisme et le tsunami du 26 décembre ont apporté des promesses d'aide à cette province indonésienne dévastée mais elles ont aussi embouteillé le petit aéroport principal de la pointe nord de l'île de Sumatra, retardant l'acheminement de l'aide vitale aux sinistrés.

« Cela ralentit les choses. Ils devraient mieux coordonner ça », a estimé hier le commandant Murad Khan, porte-parole de l'équipe de secours pakistanaise. Les visites du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et du secrétaire d'État américain, Colin Powell, ont ainsi provoqué la fermeture, brièvement, du seul aéroport du chef-lieu de la province, Banda Aceh, pour des raisons de sécurité. Les livraisons de l'aide par avion en ont été retardées.

Avant la catastrophe, le petit aéroport assurait environ trois vols par jour. C'est devenu un centre d'opérations de secours qui doit accueillir des dizaines de vols quotidiens.

Hier, des parlementaires américains sont venus voir Banda Aceh, mais ils sont arrivés en hélicoptère, depuis le porte-avions *USS Abraham Lincoln* afin de ne pas occuper la piste d'atterrissage.

ACTUALITÉS

EN BREF

Incendie à Laval

Une casserole oubliée sur la cuisinière est à l'origine d'un incendie qui a failli coûter la vie à un homme de 48 ans, hier à Laval. Les flammes se sont déclarées vers 2 h dans la nuit de vendredi à hier, à l'intérieur d'un triplex situé dans le quartier Sainte-Rose. L'homme habitait le logement du sous-sol. Lorsque les pompiers sont entrés dans le logement, une épaisse fumée l'envahissait. L'homme gisait sur le sol dans la chambre à coucher. Les pompiers lui ont donné les premiers soins, puis les ambulanciers ont pris le relais jusqu'à l'hôpital. Hier, il se trouvait toujours à l'hôpital, dans un état grave. La Presse

Encore la rivière Sainte-Anne!

La rivière Sainte-Anne a encore débordé hier, jouant avec les nerfs des citoyens de Saint-Raymond, dans Portneuf. La machinerie tente de faciliter l'écoulement de l'eau, mais une vingtaine de sous-sols sont encore une fois inondés. Certains citoyens accusent ouvertement la municipalité. « C'est faux de dire qu'on ne fait rien, a répliqué le conseiller municipal Jacquelin Genois. Il y a un problème et des spécialistes sont au boulot. Une réunion a eu lieu vendredi. Mais ils sont perplexes sur les actions à entreprendre. La rivière est longue. Je comprends l'exaspération des citoyens, mais nous cherchons des solutions à long terme. » PC

Retard fatal: bavures au 9-1-1?

Un problème dans la répartition d'un appel d'urgence ou le manque de véhicules ambulanciers pourraient être en cause dans la mort d'une femme de 82 ans, survenue jeudi matin, à Dolbeau-Mistassini, au Lac-Saint-Jean. À la Villa des Pins, à Dolbeau, une cuisinière de l'établissement pour personnes âgées a composé le 911 pour un dame en difficulté. Bien que l'appel ait été effectué à 11 h 08, aucune ambulance ne s'est mise en route avant 11 h 22. Le coup de fil avait pourtant été jugé comme étant une priorité 1, donc urgent. De plus, puisque l'équipe ambulancière était à moins d'un kilomètre et demi de la personne à secourir, elle a pu être sur place en deux minutes seulement. Alors qu'on avait une patiente en détresse respiratoire grave, l'équipe s'est retrouvée avec une femme en arrêt cardiaque. « Elle n'avait plus de pouls, relate l'ambulancier Dany Lavoie. Ses chances de survie ont certainement diminué à cause de ce délai inexplicable. » Presse Canadienne

Bombe désamorcée en Allemagne

Environ 5000 personnes ont été évacuées de leur domicile à Potsdam, au sud-ouest de Berlin, en raison du désamorçage d'une bombe américaine de 250 kg datant de la seconde guerre mondiale retrouvée sur un chantier, a indiqué hier la police locale. Le périmètre de sécurité comprenait une partie du centre-ville, contraignant quelque 800 magasins et entreprises à fermer, et un hôpital situé à côté du chantier qui a été entièrement évacué, a précisé un porte-parole. Les 500 patients de l'hôpital Ernst-Bergmann ont patienté dans une salle de sport. Les autres personnes évacuées ont attendu de pouvoir retrouver leur domicile dans des écoles ou des gymnases réquisitionnés pour l'occasion. L'opération de désamorçage s'est déroulée sans problème, a souligné un porte-parole. Agence France-Presse

La soeur de JFK meurt à 86 ans

Rosemary Kennedy, une soeur cadette de l'ancien président John Fitzgerald Kennedy, souffrant d'un handicap mental, est décédée vendredi à l'âge de 86 ans, a annoncé la famille. Rosemary Kennedy a passé la plus grande partie de sa vie dans une institution spécialisée dans l'État du Wisconsin, après avoir subi à l'âge de 23 ans une lobotomie pour des troubles de comportement. « Notre soeur Rosemary a été rappelée à Dieu. Elle nous a quittés dans la paix, avec ses frères et soeurs à ses côtés, et nous sommes heureux qu'elle soit dans la vie éternelle avec Dieu », a déclaré la famille dans un communiqué de presse. Le sénateur démocrate Edward Kennedy, son frère, était à son côté lors du décès. Sa soeur cadette Eunice Kennedy Shriver a été inspirée par la maladie de son aînée pour fonder les Jeux olympiques spéciaux pour handicapés mentaux. « Dès les premiers jours, son retard mental a été une source d'inspiration pour chacun d'entre nous, et une puissante motivation dans l'engagement de toute la famille pour tout faire pour aider les personnes handicapées à vivre pleinement », dit le communiqué. Agence France-Presse

Agression d'une sexagénaire: deux adolescents arrêtés

RAYMOND GERVAIS

Deux adolescents âgés de 14 ans ont été arrêtés par la police de Montréal en fin de soirée jeudi, relativement à l'agression sauvage d'une dame handicapée âgée de 64 ans, lundi dernier à Montréal-Nord.

Ces deux jeunes seront traduits demain devant le Tribunal de la jeunesse, où ils seront accusés de tentative de meurtre, de complot

et de vol d'automobile. La police prévoit mettre la main au collet d'un quatrième suspect qui aurait lui aussi participé à l'agression armée. Les enquêteurs n'écartent pas la possibilité qu'une cinquième personne puisse être interpellée.

La dame, qui se déplace à l'aide d'une marchette, a été agressée vers 18 h 30 alors qu'elle se dirigeait vers sa voiture, par au moins quatre jeunes qui l'ont

poignardée à plusieurs reprises avant de lui donner un coup de pied à la figure, lui brisant le nez. Ils ont ensuite volé son sac à main et pris la fuite à bord de sa voiture.

Vers minuit et demi, la police a réussi à intercepter le véhicule, que conduisait un adolescent de 17 ans. En fouillant le jeune homme, les agents ont trouvé sur lui un couteau. Le suspect a comparu devant le Tribunal de la jeu-

nesse et a été accusé de tentative de meurtre et de vol qualifié.

Comme l'adolescent a eu 18 ans trois jours seulement après cette tentative de meurtre, et vu la gravité des accusations, il est possible que le dossier soit déferé devant un tribunal pour adultes.

Le motif de cette agression n'est pas connu, mais la police n'écarte pas la possibilité que les jeunes assaillants soient liés à un gang de rue.

Un sous-marin américain s'échoue dans le Pacifique



PHOTO MARK A. LEONESIO, ASSOCIATED PRESS

Un sous-marin nucléaire américain s'est échoué pour une raison indéterminée à environ 600 km au sud de l'île de Guam dans le Pacifique, faisant une vingtaine de blessés parmi les matelots, dont un grave. L'équipage compte 137 hommes. La marine américaine n'a pas signalé de dégâts au réacteur de l'USS *San Francisco*, qui continue apparemment de fonctionner normalement. Des dégâts importants ont en revanche été constatés ailleurs sur le sous-marin. Le submersible de 110 mètres regagnait son port d'attache de Guam. L'échouage s'est produit vendredi après-midi et une enquête est en cours, a précisé Jon Yoshishige, porte-parole de la flotte du Pacifique, basée à Pearl Harbor. Guam est un territoire américain situé à 6000 kilomètres au sud-ouest de Hawaï. Sur Internet : Flotte américaine du Pacifique, www.cpf.navy.mil.

Une violente tempête balaie l'Europe du Nord

Bilan : huit morts, un navire en feu, un autre échoué

AGENCE FRANCE-PRESSE

COPENHAGUE — Une violente tempête a balayé successivement, vendredi et hier, l'Irlande, les îles britanniques, le Danemark et l'ouest de la Suède, faisant huit morts dans ces deux derniers pays, drossant un ferry britannique à la côte, mettant en perdition un cargo néerlandais et privant plus de 300 000 foyers d'électricité.

Poussé par des vents de plus de 140 km/h, le ferry de la P/O s'est échoué hier à l'aube sur une plage de la côte ouest de l'Écosse, avec cent personnes à bord, ont indiqué les garde-côtes.

Les passagers, sains et saufs, restent à bord et attendent les secours. Mais l'état de la mer et les vents violents rendent périlleuse leur évacuation.

Un remorqueur va tenter de décaler le navire. Toutefois, en raison des conditions météo très difficiles, il ne devrait pas arriver avant six à huit heures sur les lieux.

Au large du Danemark, un cargo en feu a lancé un S.O.S. à 15 h 40 GMT et ses 15 membres d'équipage tentaient de maîtriser le sinistre tout en se préparant aussi à évacuer le navire, a déclaré le porte-parole de la marine danoise, Claus Christensen.

« Nous avons envoyé des hélicoptères dans cette zone, mais le temps contrecarre l'opération (...) et nous essayons aussi d'envoyer des secours

par mer », a précisé Claus Christensen.

Dans l'ouest du Danemark, les vents ont dépassé les 150 km/h, selon les services météorologiques danois. En Irlande, près de 70 000 foyers ont été privés de courant par des chutes d'arbres sur les lignes, selon la compagnie d'électricité.

Dans toute la région, la vie est paralysée : les aéroports de Copenhague et de Malmoe, en Suède, ont été fermés.

Dans le Northumberland (nord-est de l'Angleterre), 40 personnes ont été évacuées. Des maisons avaient été inondées dès vendredi soir dans la région de Stirling, dans le centre de l'Écosse, à la suite des pluies et des crues, et les autorités locales ont distribué aux habitants des sacs de sable.

Au Danemark, deux automobilistes, dont un à Odensee, sont morts après que leurs voitures eurent été écrasées par des arbres, et deux personnes ont été tuées par un toit arraché près d'Assens. Dans le sud de la Suède, deux automobilistes ont également été tués par des chutes d'arbres, selon la télévision sué-

doise. Un troisième a été écrasé par une voiture alors qu'il était descendu de son propre véhicule pour tenter de dégager un arbre qui obstruait la route. Enfin, un fermier, a été tué par des ballots de foin qui lui sont tombés dessus pendant la tempête, selon les médias suédois.

Dans toute la région, la vie est paralysée : les aéroports de Copenhague et de Malmoe, en Suède, ont été fermés. Le trafic ferroviaire a été suspendu dans le sud de la Suède, de même que la circulation sur le pont qui traverse l'Oeresund, le bras de mer séparant le Danemark de la Suède.

En Suède, quelque 280 000 foyers sont sans électricité, principalement dans le sud et l'ouest du pays, selon les compagnies d'électricité.

Des dizaines de liaisons par ferry à partir de et vers la Suède, le Danemark, la Norvège, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont été annulées. Les garde-côtes ont signalé que de nombreux bateaux avaient jeté l'ancre dans le sud de la Baltique pour s'abriter de la tempête.

En Allemagne, le Schleswig-Holstein (nord) a été touché par des vents violents qui ont provoqué des difficultés de circulation.

Flopée de courriels pour Paul Martin

PRESSE CANADIENNE

HALIFAX — La boîte de réception du cabinet de Paul Martin est inondée de courriels réclamant une réponse aux demandes de Terre-Neuve-et-Labrador concernant les ressources extracôtières. Les messages proviennent de visiteurs d'un site Web, fairdealfornewfoundland.com, qui ont signé une lettre pressant M. Martin de respecter son engagement, en l'occurrence de laisser à Terre-Neuve-et-Labrador 100 % des recettes tirées de ces ressources.

Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que la Nouvelle-Écosse tentent depuis longtemps de revoir la façon dont les revenus d'exploitations pétrolières extracôtières sont déduits des paiements de péréquation. Pour chaque dollar perçu par les provinces en recettes pétrolières, les paiements de péréquation sont réduits. Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse veulent exclure les redevances pétrolières du calcul de la péréquation.

« Terre-Neuve-et-Labrador était riche en ressources lorsqu'elle a joint le Canada en 1949, est-il écrit dans la lettre. Mais depuis ces temps, les Canadiens ont vu les richesses naturelles disparaître tandis que la province demeure pauvre. »

Depuis le lancement du site, il y a seulement 14 jours, près de 15 000 copies de la lettre ont été transmises à M. Martin.

LNH 2024



STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
 COLLABORATION SPÉCIALE

Octobre 2024. Le hockey est de retour ! Pour ceux qui ne se souviennent pas ce qu'est le hockey, c'est ce qu'on voit dans *Lance et compte 75* quand ils ne sont pas en train de coucher ensemble. Vous savez, les petites scènes de 10 secondes en patins avec un bâton dans les mains et un rond noir sur la glace.

Après un conflit de travail ou plutôt un conflit sans travail qui aura duré 20 ans, les propriétaires et les joueurs de la LNH (Ligue de non-hockey) se sont finalement entendus, à force de se parler dans le casque. Rappelons les étapes de cette négociation virginienne, dans le sens que, comme *Virginie*, on pensait que ça durerait toujours. Et c'était une pensée pas mal déprimante parce que Gary Bettman est moins *cute* que Chantale Fontaine.

C'est en septembre 2004 que le mini-directeur de la ligue a mis en lock-out les trappistes (hommes qui pratiquent la trappe). Plusieurs croyaient à une reprise des activités dès le mois de janvier 2005, mais il n'en fut rien, les deux parties restant sur leurs positions de gardien de but. Et deux gardiens de but l'un contre l'autre, ça fait pas un gros match.

Au début, tout le monde parlait des négociations. Ron Fournier et les débatteurs de 110 % décortiquaient la convention collective. Mais au fil des mois, le public commença à se lasser et, finalement, les tribuns de notre sport national du rent se recycler. Ron Fournier se recycla dans la musique classique et rebaptisa son émission *Bonsoir les mélomanes*, recevant à plusieurs reprises Claude Gingras et Edgar Fruiter pour jaser du dernier oratorio. 110 % s'est recyclée dans la mode masculine, Michel Bergeron présentant les dernières tendances des habits trois pièces de chez Moore et Ti-Guy Émond prônant le retour de la cravate western. L'un des débats les plus animés fut celui au sujet de la ségrégation féminine envers la chaussette blanche, Jean Perron et François Gagnon en étant d'ardents défenseurs, tandis que

Bijou Rinfret et Michel Villeneuve préféraient la chaussette brune. Un grand moment de télévision.

Après avoir présenté les matchs de la Caravane McDonald, ceux de la ligue de Suède et tous les vieux matchs dont on avait encore les cassettes, même celui entre les Rockies du Colorado et les Barons de Cleveland, RDS a changé d'orientation et est devenu le Réseau du sushi, présentant des recettes de sushis 24 heures sur 24. Qui l'eût cru ? (Cru, sushi... La pognez-vous ?)

Bref, au bout de quelques années, c'est comme si le hockey n'avait jamais existé. Entraînés par leurs épouses, les amateurs de hockey sont devenus des amateurs de théâtre abonnés au TNM et chez Duceppe. Certains ont même commencé à lire des livres comme le *Code Da Giovanni*. Les joueurs de hockey ont tous fui en Europe. Sydney Crosby est devenu une légende dans la LPH (la Ligue polonaise de hockey). Martin St-Louis a remporté à cinq reprises le championnat des compteurs de la ligue de hockey chinoise. Martin jouait pour la première fois de sa vie avec des coéquipiers plus petits que lui. Les joueurs se sont tellement bien acclimatés à leur nouveau mode de

vie que Vincent Lecavalier a même ouvert un Valentine sur la place Rouge. Et la poutine est devenue le met national des Russes.

Pendant ce temps, les propriétaires en sont venus à oublier qu'ils possédaient une équipe de hockey. Ce n'est que lorsque leurs fiscalistes leur ont souligné qu'ils avaient besoin de déclarer des pertes pour payer moins d'impôt qu'ils se sont souvenus de la raison pour laquelle ils avaient investi dans la LNH. Ils ont alors dit à leurs experts financiers d'acheter du Nortel et du Bombardier.

Même à Montréal, ville vibrant jadis pour la Sainte Flanelle, la passion pour l'équipe locale s'est complètement évanouie. Tellement que les enfants nés au début du siècle pensent que le CH sur le chandail tricolore signifie « centre hospitalier » puisque le nouveau CHUM est situé dans le Centre Bell. Ce qui permet aux patients qui attendent dans les corridors de manger les meilleurs hot-dogs en ville.

Tout le monde avait donc oublié le lock-out lorsque, un beau jour, Gary Bettman et Bob Goodenow ont décidé de réorienter leur carrière. Voulant être sûr que le plan ne fonctionnerait pas, le président

américain a confié à Gary Bettman le mandat de faire respecter l'accord de Kyoto tandis que Bob Goodenow a été engagé par l'OPEP pour améliorer les conditions de travail des millionnaires du pétrole. Sans la présence de ces deux hommes, le conflit dans la LNH s'est réglé en une journée.

Tout le litige, on s'en souvient, reposait sur la question du plafond salarial. Les propriétaires en voulaient un ; les joueurs n'en voulaient pas. On a finalement décidé d'opter pour un toit ouvrant. Et Roger Taillibert a été nommé directeur du circuit.

C'est donc ce soir que reprennent les activités. Le Canadien reçoit les Bruins au complexe sportif Les 4 glaces. On espère que les 100 sièges des gradins seront occupés. Les temps ont bien changé : le théâtre La Licorne ne cesse de s'agrandir et peut désormais recevoir 50 000 spectateurs.

Aucun média ne sera présent au retour des hockeyeurs. Les journalistes préfèrent couvrir la compétition de sumo pour maigres présentée au stade olympique.

COURRIEL

Pour joindre notre collaborateur stephane@stephanelaporte.com

Un grand jury de Chicago enquête sur Conrad Black

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Conrad Black fait l'objet d'une enquête d'un grand jury de Chicago devant déterminer si l'homme d'affaires britannique d'origine canadienne devrait ou non faire face à des accusations, selon des documents de procédure.

Le magnat de la presse a été congédié par Hollinger International Inc. l'an dernier, rapportait hier le quotidien *Toronto Star*.

Originaire de Montréal, M. Black fait déjà face à une poursuite déposée par la Securities and Exchange Commission (SEC), organisme de réglementation des marchés boursiers aux États-Unis, ainsi qu'à d'autres poursuites intentées par Hollinger.

Les adversaires de M. Black au sein de Hollinger ont spéculé pendant des mois quant à la possibilité que le département américain de la Justice engage des poursuites contre le financier, accusé par Hollinger et l'organisme de réglementation d'avoir pigé dans les coffres de l'entreprise comme s'il s'agissait de sa « tirelire personnelle ».

« Le gouvernement des États-Unis m'a informé du fait que Conrad Black faisait l'objet d'une enquête d'un grand jury fédéral à Chicago », a écrit l'avocat de l'homme d'affaires, Gregory Craig, qui a son bureau à Washington.

« Cette déclaration est exactement ce que nous voulions », a affirmé Eddie Greenspan, l'avocat torontois de M. Black, ajoutant avoir engagé M. Craig pour qu'il fournisse au tribunal ontarien la preuve que le témoignage de M. Black pourrait par la suite être utilisé contre lui.

Les avocats de M. Black craignent que tout témoignage de leur client au Canada puisse servir dans le cadre de l'enquête criminelle menée aux États-Unis.

Dans l'Ouest, Duceppe parlera aussi de souveraineté

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, affirme qu'il n'hésitera pas à aborder la question de la souveraineté du Québec la semaine prochaine, à l'occasion d'une tournée des provinces de l'Ouest.

Il s'agira de la troisième tournée du chef souverainiste dans cette région du pays depuis qu'il est aux commandes du Bloc québécois. M. Duceppe estime que ce genre de périple permet de faire voler en éclats les mythes qui existent dans le reste du pays au sujet du mouvement souverainiste.

Cette tournée à Winnipeg, Regina, Edmonton, Calgary et Vancouver survient au moment où les divers partis à la Chambre des communes se préparent à un second affrontement de taille : l'adoption du prochain budget, qui sera vraisemblablement déposé en février par le ministre des Finances, Ralph Goodale.

En fait, M. Duceppe compte profiter de sa tournée pour discuter d'un autre dossier cher au Bloc québécois : le déséquilibre fiscal.

« Je crois qu'il est important d'établir des contacts dans le reste du Canada et de les multiplier, d'échanger avec différents milieux. (...) Indépendamment du fait qu'on soit souverainiste, tant et aussi longtemps que ce n'est pas fait, on est au Canada. Il y a des points communs et il faut faire en sorte de créer des demandes communes face au prochain budget », a indiqué M. Duceppe au cours d'une entrevue avec *La Presse*.

Outre la question du déséquilibre fiscal qui empoisonne les relations entre Ottawa et les provinces, M. Duceppe estime que

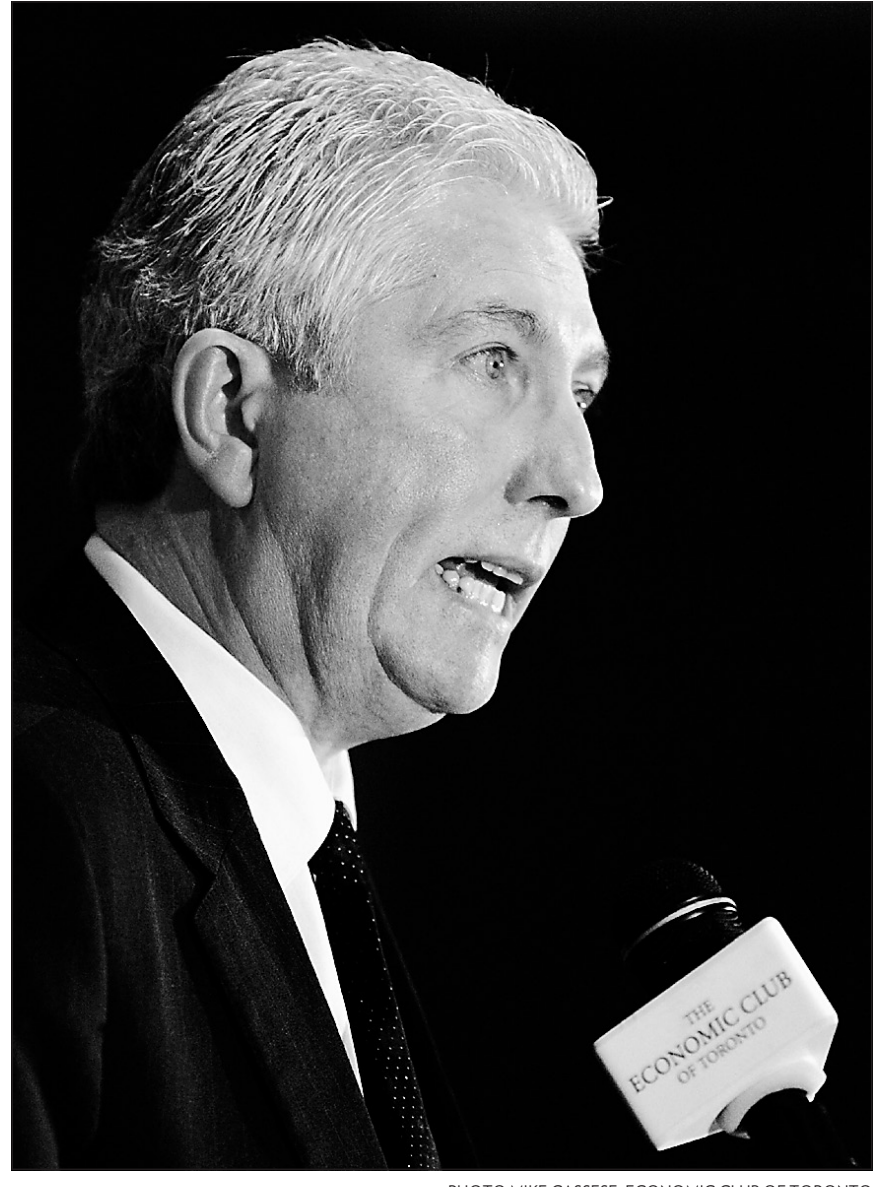


PHOTO MIKE CASSESE, ECONOMIC CLUB OF TORONTO

Le leader du bloc Québécois Gilles Duceppe à Toronto, en novembre dernier.

l'utilisation à toutes les sauces des surplus de la caisse de l'assurance emploi par le gouvernement fédéral constitue un autre

sujet où la position du Bloc québécois peut converger avec celle des autres provinces.

« Je vais expliquer notre point

de vue sur la question de la souveraineté. Cette question m'est posée continuellement. Mais je veux aussi aborder les questions d'actualité. Il y a un budget qui s'en vient. Donc, on va certainement apporter une analyse du prochain budget et, comme nous l'avons fait dans le cas du discours du Trône, on va présenter nos demandes », a-t-il déclaré.

À Winnipeg, lundi, M. Duceppe prononcera devant le Canadian Club un discours qui portera sur les thèmes du déséquilibre fiscal et de la souveraineté. Le chef bloquiste fera une allocution le même jour devant le Cercle de presse francophone du Manitoba, à Saint-Boniface.

À Regina, M. Duceppe visitera l'école primaire francophone Monseigneur-de-Laval, prononcera devant les gens d'affaires un discours ayant pour thème le Québec et la souveraineté à l'ère de la mondialisation et expliquera la dynamique d'un gouvernement minoritaire à un groupe de professeurs et d'étudiants de l'Université de Regina.

À Calgary, le chef bloquiste rencontrera les membres de la Chambre de commerce et, à Vancouver, il prendra la parole devant les membres de l'institut Fraser.

« J'ai plutôt eu un bon accueil durant mes dernières visites. (...) La souveraineté du Québec, ça ne changera pas la géographie. On va continuer d'être voisins. C'est bien normal qu'on rencontre nos voisins les plus proches, qui le seront encore, une fois la souveraineté faite. Et tant et aussi longtemps qu'on est à l'intérieur du Canada, il y a des choses qui peuvent se faire en commun, notamment sur le déséquilibre fiscal », a dit M. Duceppe.

Madeleine Peyroux

en concert ce soir à 20 h

ESPACE
MUSIQUE

100,7 FM

Des airs de plaisir.

Une émission animée par Dan Behrman et réalisée par Sophie Laurent, à suivre sur les ondes d'Espace musique.

www.radio-canada.ca/radio

ACTUALITÉS

Survivre à Bush dans l'Utah



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

SALT LAKE CITY, Utah — Pat Bagley, le Serge Chapleau du *Salt Lake Tribune*, ne connaît pas les raéliens, mais il ne manque pas de têtes de Turcs. Il vit dans l'Utah, l'État des mormons, où George W. Bush a récolté 72,6 % des voix le 2 novembre, son meilleur score.

Depuis 1979, dans les pages éditoriales du journal le plus lu de l'Utah, Bagley se moque de la culture mormone (mais pas de la foi), ridiculise le lobby des armes à feu et caricature les présidents des États-Unis, y compris l'actuel, dont il crèperait bien le chignon.

« Je pense que ce président est une menace réelle pour la république américaine », confie en entrevue Bagley, un affable barbu de 46 ans.

Comment un tel caricaturiste peut-il survivre dans l'État le plus rouge de l'Amérique ? Le soir de l'élection, Pat Bagley s'est posé la question. « Je ne pouvais croire que nous l'avions réélu, dit-il. Je devais faire quelque chose. J'ai enchaîné les nuits blanches pendant deux semaines et pondu un livre. »

Le livre de 208 pages, qui comprend des textes et des dessins, s'intitule *101 Ways to Survive Four More Years of George W. Bush* (« 101 façons de survivre à quatre années supplémentaires avec George W.

Bush ») (White Horse Books). La fuite vers le Canada figure évidemment parmi les 101 suggestions de Bagley. « Avec la politique environnementale de notre président, le Canada aura bientôt l'avantage supplémentaire d'être un pays chaud », note le caricaturiste.

Mais Pat Bagley n'entend pas quitter son journal, sa ville, son État, où les élus républicains sont encore « plus fous que Bush », précise-t-il en évoquant leurs positions « réactionnaires » en matières sociale et économique.

Le *Salt Lake Tribune* occupe une place particulière à Salt Lake City. Le journal indépendant a été fondé il y a 130 ans pour concurrencer le *Deseret News*, le quotidien de l'Église mormone. Aujourd'hui, sa page éditoriale continue à se démarquer des élites politiques et religieuses de la capitale de l'Utah.

« La plupart des lecteurs du *Tribune* s'attendent à une voix différente, dit Bagley. Cela dit, je reçois à l'occasion des courriels ou des lettres m'accusant de complicité avec Al-Qaeda et tous les autres. »

Bagley est né à Salt Lake City, au pied de la chaîne des Wasatch, les montagnes qui donnent à la ville sa majesté. Il a été élevé dans la foi des mormons, a étudié à Brigham Young, la prestigieuse université de l'Église, et professé la bonne parole à l'étranger, comme la plupart des jeunes mormons.

L'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, le nom officiel de la religion mormone, représente 70 % de la population de l'Utah. Elle reconnaît, en tant que livres canons, l'Ancien Testament, le Nouveau Testament et un livre supplémentaire dit le Livre de Mormon, « traduit » par son fonda-



PHOTO JASON REED, REUTERS

Parmi les 101 suggestions du caricaturiste du *Salt Lake Tribune* pour survivre à la réélection de George W. Bush figure évidemment la fuite vers le Canada.

teur, Joseph Smith. Elle a renoncé officiellement à la polygamie en 1896, mais la pratique perdure de façon plus ou moins clandestine.

Comme caricaturiste, Bagley se fait un devoir de respecter les croyances mormones, mais il ne se prive pas de tourner en dérision les travers culturels de la majorité religieuse de l'Utah.

« En public, les mormons sont très collet monté, dit-il. Mais le soir venu, après avoir couché les en-

fants, ils regardent *Sex and the City* et *Baywatch* à la télévision. »

En politique, les mormons sont proches des chrétiens évangéliques, revendiquant eux aussi le thème des « valeurs morales ». Mais il y a des différences majeures entre les deux groupes religieux, selon Pat Bagley.

« Les évangéliques haïssent les mormons, dit-il. Ils pensent qu'ils forment une secte. J'aimerais que mes compatriotes de l'Utah s'en aperçoivent. »

Bagley ne met pas le conservatisme de l'Utah sur le seul compte de la religion mormone. L'histoire de l'État est également celle des pionniers du Far-West, qui ont contribué au mythe du *self-made man* aux États-Unis. De l'époque du Wild West découle aussi cet attachement aux armes à feu qui provoque des combats étonnants.

L'un de ces combats oppose aujourd'hui l'Université de l'Utah et le procureur général de l'État. L'établissement d'enseignement supérieur veut continuer à interdire le port des armes dissimulées sur son campus, à Salt Lake City, où quelque 40 000 personnes étudient et gagnent leur vie. L'Attorney General de l'Utah, appuyé par des élus républicains et le lobby des armes à feu, soutient que cette politique contrevient à la loi.

La Cour suprême de l'Utah se prononcera sur la question en 2005. Quel que soit le verdict, Pat Bagley continuera à se moquer des fanatiques des armes à feu.

« C'est un de mes sujets préférés », dit-il.

Dans une de ses caricatures, Bagley présente un ardent défenseur de la libéralisation des armes à feu sous les traits de Gollum, l'affreux personnage du *Seigneur des Anneaux*. Mais le fana n'est pas obsédé par un anneau. On le voit, dans une caverne, prostré devant une carabine. Comme Gollum face à l'anneau, il susurre : « My precious... » (ma précieuse).

« Depuis mon retour, je n'ai jamais pensé quitté l'Utah », dit Bagley, qui a vécu une partie de sa jeunesse en Californie. « Malgré leur conservatisme, les gens y sont très gentils. Et la nature est imbattable... »

CÉLÉBRITÉS...



60e anniversaire de mariage
Félicitations à
Étienne Sarrazin et Marcelle Gagné
Vos 7 enfants, 14 petits-enfants et 13 arrière-petits-enfants



Félicitations à notre fille!
CATHERINE BEAUDOIN
pour son baccalauréat en gestion aux HEC et son titre de courtier en valeurs mobilières
Tes parents André et Marthe

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER?

Soulignez-le!
LA PRESSE
tous les dimanches dans *La Presse*
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363

ENCAN DIRECT
H. GREGOIRE
ST-EUSTACHE / LAVAL / RIVE-SUD
Ouvert au public! 7 jours!

Tous nos véhicules sont :
 Garantis
 Kilométrage certifié
 Non-accidentés

Plus de **3000** véhicules sur place! + **399\$***
toutes les marques et tous les modèles

Honda Accord '01 9 990\$	Chevrolet Cavalier '00 3 950\$	Hyundai Accent '00 3 650\$

Satisfaction Garantie
ou pour **30** jours
échange permis
Conditions en succursale

Dodge Caravan '02 9 900\$	Honda Civic '02 9 950\$	Toyota Echo '01 6 990\$
Volkswagen Golf '00 8 890\$	Pontiac Grand AM '02 7 990\$	Chrysler Intrepid '01 7 990\$
Nissan Pathfinder '02 16 790\$	Chrysler PT Cruiser '02 11 950\$	Nissan Sentra XE '02 7 890\$
Pontiac Sunfire '04 9 990\$	Chevrolet Venture '02 7 895\$	Ford Taurus '02 7 960\$
BMW X5 '01 39 950\$	Land Rover Range Rover '01 27 900\$	Volvo V40 '01 16 900\$

Illustrations à titre de référence

Sortie 14 de l'autoroute 640 Ouest 625 Dubois, St-Eustache (450) 472-7272 1 866 222-3132	Sortie Curé-Labelle sud autoroute 440 2470, Curé-Labelle, Laval (450) 978-8878 1 866 978-8878	Sortie Cousineau Sud autoroute 30 1840, Ch. Chambly, Carignan (450) 658-5858 1 866 505-5858
---	--	--

• Les plus bas prix du marché • Financement facile • 1^{er} et 2^e chance au crédit sur place.

Saint-Léonard montre les dents contre les pitbulls

PITBULLS suite de la page A1

Mieux vaut prévenir que guérir », lance le conseiller municipal Dominic Perri.

D'après une compilation non officielle, c'est la première fois depuis la fin des années 80 que les chiens pitbulls sont visés par une réglementation dans l'île de Montréal. À cette époque, Lachine, Kirkland, Sainte-Genève et Outremont ont adopté des réglementations similaires à celle de Saint-Léonard.

Les policiers et les inspecteurs municipaux auront donc le mandat de s'assurer que les citoyens de l'arrondissement ne gardent pas de chiens pitbulls. À partir d'une plainte, les policiers pourront désormais entrer dans un lieu soupçonné d'abriter un pitbull pour faire des vérifications. Le règlement leur donne aussi le pouvoir de capturer le chien et de l'euthanasier au besoin. Mais selon M. Perri, le but n'est pas d'utiliser la méthode forte ni de distribuer des contraventions, mais plutôt de dissuader les gens d'acquiescer ce genre de chien.

Les personnes abritant un pitbull disposent d'un délai de trois jours pour s'en débarrasser. Les propriétaires de pitbulls devront payer une amende de 100 à 500 \$ pour une première infraction et de 200 à 750 \$ pour une deuxième infraction.

Le règlement entrera en vigueur en février et il interdira de garder dans les limites de l'arrondissement les chiens de race bull-terrier, Staffordshire terrier, american pitbull-terrier ou american Stafford terrier. De plus, tout chien issu du croisement avec l'une de ces races est aussi interdit. L'arrondissement de Saint-Léonard a immatriculé 200 chiens en 2004, parmi lesquels on comptait seulement deux pitbulls.

Récemment, le gouvernement ontarien a annoncé son intention de légiférer pour interdire la possession de pitbulls. En Ontario, plusieurs incidents impliquant des pitbulls ont eu lieu l'été dernier. M. Perri souligne que cet événement avait encouragé l'arrondissement à faire de même.

Ce type de réglementation est contesté par les spécialistes, notamment par l'Académie des médecins vétérinaires du Québec (AMVQ), qui la juge inutilement sévère. Selon la vice-présidente de l'AMVQ, Marie-Élaine Mauffette, les maîtres sont responsables des comportements agressifs des chiens dans la plupart des cas. M^{me} Mauffette souligne que l'agressivité chez les chiens n'a rien à voir avec la race ; il s'agit plutôt de comportements inculqués aux animaux.

Au Québec, les municipalités ont le pouvoir de légiférer pour interdire les pitbulls, tout comme les arrondissements, qui peuvent interdire ou restreindre la possession de toute espèce animale.

VOS EMPLOIS, EXPORTÉS EN INDE?

DESTINATION INDE
UN GRAND DOSSIER
DÈS VENDREDI DANS

LA PRESSE

MONDE

Les Palestiniens remplacent Arafat

Israël relâche la sécurité pour ce scrutin qui devrait favoriser Mahmoud Abbas

SOPHIE CLAUDET
AGENCE FRANCE-PRESSE

RAMALLAH, Cisjordanie — Les Palestiniens ont mis hier la dernière touche à leurs préparatifs pour l'élection du successeur de Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne, où le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Mahmoud Abbas, fait figure de grand favori.

Afin de faciliter la tenue du scrutin, l'armée israélienne a levé ou allégé des barrières routières dans les territoires palestiniens et cessé d'imposer un couvre-feu sur le nord de la Cisjordanie, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Des responsables palestiniens de sécurité à Gaza ont déclaré hier à l'AFP avoir été informés par l'armée qu'elle devait lever à 22 h hier deux barrières près de Khan Younés, dans le sud de ce territoire, jusqu'à minuit aujourd'hui.

Plus tôt hier, Israël avait menacé de reconsidérer sa décision de cesser ses opérations dans les secteurs autonomes palestiniens, après une attaque vendredi qui avait coûté la vie à l'un de ses soldats dans le nord de la Cisjordanie.

Mais le couvre-feu qui avait été imposé dans le secteur de l'attaque a été levé et les urnes électorales ont pu finalement être acheminées normalement vers les bureaux de vote installés dans les écoles de huit villages.

Certains barrages routiers de Cisjordanie ont également été démantelés et des officiers supérieurs israéliens ont été postés à ceux qui ont été maintenus afin d'éviter les frictions et de faciliter les déplacements durant le vote.



PHOTO ABBAS MOMANI, AFP

Le monde palestinien baignait dans une atmosphère électorale hier, à Ramallah notamment, siège de l'Autorité palestinienne, en Cisjordanie. Cette camionnette est placardée de photos du candidat favori à l'élection d'aujourd'hui, Mahmoud Abbas.

Deux bureaux de liaison mixtes israélo-palestiniens ont été mis en place, l'un à l'entrée nord de la bande de Gaza et l'autre près de Ramallah, afin de superviser le bon déroulement de l'élection.

Dès vendredi minuit, ordre avait été donné à l'armée israélienne stationnée dans les territoires occupés

d'adopter un profil bas pour 72 heures.

L'Autorité palestinienne a toutefois accusé Israël de ne pas jouer le jeu. « La situation sur le terrain est toujours la même. Rien n'a changé et les barrages sont toujours là », a déclaré à l'AFP le ministre palestinien chargé des négociations, Saëb Erakat.

La campagne électorale a pris fin vendredi à minuit. Les journées d'hier et d'aujourd'hui ont été créées jours fériés dans les territoires.

Des sondages donnent M. Abbas, 69 ans, largement vainqueur du scrutin. Il devance d'au moins 30 points son principal rival, l'indé-

pendant Moustapha Barghouthi, 51 ans, et cinq autres candidats.

Bien que M. Abbas soit assuré de sa victoire, ses partisans craignent que les appels au boycottage lancés par les mouvements radicaux du Hamas et du djihad islamique ne trouvent un écho parmi la population.

L'élection de M. Abbas pourrait déboucher sur une reprise des négociations avec Israël, en sommeil depuis quatre ans.

Les bureaux de vote sont ouverts de 7 h à 19 h, heure locale.

Des résultats préliminaires basés sur des sondages seront en principe donnés dès la fermeture des bureaux de vote. Les premiers résultats officiels seront communiqués à Ramallah demain matin.

Le président de l'Autorité palestinienne par intérim, Rawhi Fattouh, a par ailleurs annoncé que les élections législatives auraient lieu le 17 juillet dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Les dernières législatives avaient eu lieu en 1996, comme la dernière présidentielle qui avait sacré Yasser Arafat.

Sur le terrain, deux journalistes espagnols ont été brièvement enlevés par des hommes armés dans la bande de Gaza, ont indiqué des sources de sécurité palestiniennes, mais selon des sources européennes à Gaza, ils ont simplement été interrogés pendant quelques minutes parce qu'ils prenaient des photos sans autorisation.

Enfin, une jeune Palestinienne blessée par des tirs israéliens lors d'une récente offensive de l'armée à Khan Younés a succombé hier, portant à 4677 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada fin septembre 2000, dont 3631 Palestiniens et 971 Israéliens.

Des images du nucléaire israélien

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — Une chaîne de télévision israélienne a diffusé pour la première fois des images de la centrale nucléaire de Dimona (sud d'Israël), l'un des sites les plus secrets de l'État hébreu, jalousement surveillé jusqu'ici par la censure militaire israélienne.

La 10^e chaîne de télévision a ainsi diffusé vendredi soir un film vidéo d'une quinzaine de minutes du site dont Israël a toujours refusé l'accès aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les images diffusées sont essentiellement des vues extérieures, montrant les jardins bien entretenus de la centrale, avec parfois, en arrière-plan, le dôme argenté du réacteur construit avec l'aide de la France à la fin des années 50.

Sur ces images on peut voir, notamment, des employés jouant au ballon dans un moment de récréation.

Mordechai Vanunu, ex-technicien de la centrale de Dimona, avait été libéré en avril dernier après avoir purgé 18 ans de prison ferme pour avoir révélé au monde les secrets nucléaires de l'État hébreu.

Israël n'a jamais formellement reconnu disposer d'un arsenal nucléaire, mais des experts militaires étrangers estiment qu'au fil des ans, l'État hébreu a produit au moins 200 ogives nucléaires à Dimona.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
LOTTO SUPER 7	Tirage du 2005-01-07	GAGNANTS	LOTS
04 22 27 35 39 45 46		7/7 0	7 500 000,00 \$
Complémentaire : (19)		6/7+ 1	261 830,20 \$
		6/7 99	2 314,10 \$
		5/7 5 447	150,20 \$
		4/7 114 643	10,00 \$
Ventes totales :	14 103 710 \$	3/7+ 106 608	10,00 \$
Prochain gros lot (appr.) :	10 000 000 \$	3/7 956 979	Participation gratuite
LOTTO 649	Tirage du 2005-01-08	Québec 49	Tirage du 2005-01-08
03 15 18 19 32 48		14 17 25 36 38 39	
Complémentaire : (17)		Complémentaire : (07)	
LOTTO SUPER 7	PROCHAIN GROS LOT LE 14 JANVIER 2004		10 000 000 \$
Quotidienne	Tirage du 2005-01-08	Banco	Tirage du 2005-01-08
3 4		06 09 15 17 19 21 22 26 28 29	
413 1900		30 38 49 50 51 55 57 61 67 68	
Extra	Tirage du 2005-01-07	Extra	Tirage du 2005-01-08
NUMÉRO 569453		NUMÉRO 578886	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Traitement expérimental contre le PSORIASIS

Des dermatologues de Montréal participent à un projet de recherche visant à évaluer l'efficacité d'un produit naturel, extrait de protéines du lait, pour le traitement du psoriasis.

Critères :

- Homme ou femme de plus de 18 ans
- Présenter un psoriasis léger à modéré ne se limitant pas au cuir chevelu

Pour plus de renseignements, (514) 521-3111

Vous recevrez une compensation financière pour vos frais de déplacements.

INNOVADERM

Vous cherchez une alternative pour votre

Rosacée?

Un nouveau traitement expérimental, combinant un médicament déjà commercialisé et un traitement au laser, est présentement étudié par une équipe de dermatologues à leurs cliniques de Montréal et Laval.

Exigences requises

- 18 ans ou plus
- Rosacée au visage
- Ne pas avoir été au salon de bronzage dans le dernier mois
- Ne pas avoir reçu de traitement avec un antibiotique dans les trois derniers mois

Pour plus de renseignements, 514 521-3111

Le traitement sera offert gratuitement et vous recevrez une compensation financière pour vos frais de déplacement.

Un toit pour moi

Michaëlle, 2 ans

Michaëlle est une petite haïtienne née prématurément à 27 semaines de grossesse. Elle présente des problèmes d'hypertension pulmonaire qui nécessitent un support d'oxygène lors de son sommeil. Elle demeure fragile aux infections et doit vivre dans un milieu où les risques sont assez contrôlés (pas de fumée secondaire, peu d'enfants en bas âge, peu d'animaux de compagnie, pas de chauffage au bois). Michaëlle vit depuis plusieurs mois en milieu hospitalier. Son besoin de vivre avec des parents substitués devient de plus en plus urgent.

Les parents qui l'accueilleraient seraient supportés de près par les professionnels des services spécialisés.

Pour renseignements, contactez Madame Denyse Guay au (514) 385-7886.

Centre jeunesse de Montréal Institut universitaire

VENTE D'INVENTAIRE

sur items sélectionnés

Reproduction de meubles d'époque (sur mesure)

Armoire audio-vidéo
Mobilier de salle à manger et de chambre.
Lampes et accessoires

Ouvert 7 jours

Latelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont (514) 277-5772

BASILLIÈRES
436, rue Victoria, St-Lambert (450) 465-8647

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

IRAK

La prison pour un sergent

Une cour martiale américaine a condamné hier un sous-officier américain à six mois de prison à la suite de la noyade d'un civil irakien dans le Tigre à Bagdad en 2004, a-t-on appris de source judiciaire à Fort Hood, au Texas. Le sergent Tracy Perkins était accusé d'avoir ordonné à ses soldats de contraindre Zidoun Fadel Hassoun à sauter dans le fleuve pour le punir d'avoir violé un couvre-feu en vigileur à Samarra, au nord de Bagdad, en janvier 2004. À l'issue de quatre jours de procès à la base militaire, de Fort Hood, le jury militaire composé de six hommes, a conclu ne pas disposer de preuves irréfutables qu'il s'agissait d'un homicide involontaire, mais a retenu l'accusation d'« agression ». Le sergent Perkins a également été dégradé.

Agence France-Presse

CÔTE-D'IVOIRE

Gbagbo avoue

Le président ivoirien Laurent Gbagbo a déclaré hier « assumer la responsabilité » de la violation du cessez-le-feu en Côte-d'Ivoire avec l'offensive déclenchée par les forces loyalistes le 4 novembre 2004 contre la rébellion ivoirienne des Forces nouvelles. « On discute souvent de l'offensive que notre armée a lancée » le 4 novembre contre les positions des FN (qui dominent la partie nord de la Côte-d'Ivoire depuis septembre 2002), a déclaré M. Gbagbo à l'occasion d'une cérémonie de présentation des « vœux des corps constitués de la Nation » au chef de l'État. « Je le dis et je le redirai : j'assume la responsabilité de la violation du cessez-le-feu, car je suis le chef suprême des armées », a-t-il affirmé devant le commandement des forces armées ivoiriennes. « On ne pouvait pas faire autrement que ce que nous avons fait », face à des « putschistes dangereux qui refusent de désarmer, qui tiennent le pays en otage, et qui ameutent tous les autres bandits de la sous-région, du Liberia, de la Sierra Leone, pour venir attaquer leur pays », a estimé le chef de l'État ivoirien.

Associated Press

GRANDE-BRETAGNE

Blair moins aimé que Brown

Un nouveau sondage d'opinion a apporté des informations mitigées au premier ministre, Tony Blair, alors qu'il prépare sa campagne en vue des prochaines élections : son ministre des Finances et principal rival, Gordon Brown, serait plus populaire que lui : 27 % des Britanniques souhaiteraient avoir pour premier ministre l'actuel chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, soit 1 % de plus que ceux qui souhaitent que Tony Blair reste en poste pour un nouveau mandat, selon ce sondage effectué pour le compte du journal *News of the World*. Si le chancelier de l'Échiquier a secondé loyalement et efficacement l'actuel premier ministre depuis l'arrivée de ce dernier au pouvoir en 1997, chacun des deux hommes a son clan au sein du Parti travailliste, et des rumeurs font état d'une impatience grandissante de Gordon Brown face à la détermination de M. Blair à rester aux commandes.

Agence France-Presse

PAKISTAN

Violences de religion, 11 morts

Au moins 11 personnes ont été tuées hier lors d'affrontements entre musulmans sunnites et chiites dans la ville himalayenne de Gilgit dans le nord du Pakistan, a-t-on appris auprès de hauts responsables pakistanais. L'agression d'un dignitaire chiite, qui a été blessé par balle, a déclenché des affrontements entre ses partisans et des musulmans sunnites dans cette ville située à 250 km au nord de la capitale, Islamabad. Selon Sajid Baluch, le numéro 2 de la police de Gilgit, 11 personnes ont été tuées dans des fusillades et affrontements entre les deux communautés. Un couvre-feu a été imposé et l'armée patrouillait dans la ville, selon Jamil Ahmed, chef de l'administration régionale.

Associated Press

Une bombe américaine tue par erreur plusieurs Irakiens près de Mossoul

D'APRÈS AP et AFP

BAGDAD — L'armée américaine s'est trompée de cible en lâchant sur une maison, hier, une bombe de 225 kilos aux environs de Mossoul, faisant un nombre indéterminé de morts. Sur le front électoral entre-temps, les dirigeants de la majorité chiite ont souhaité que les sunnites participent au gouvernement issu des élections du 30 janvier.

À Bagdad, les militaires américains ont reconnu avoir bombardé par erreur une maison à Aitha, en banlieue de Mossoul. Ils estiment que la bavure a fait cinq morts, mais le propriétaire de la maison démolie parle de 14 morts.

La force multinationale a regretté « profondément la perte de vies peut-être innocentes » après le largage. « La maison n'était pas la cible visée par le bombardement », a précisé l'armée américaine, en indiquant qu'il était dirigé contre un repaire présumé de rebelles, à

proximité. Mais pendant qu'un porte-parole américain à Bagdad parlait de cinq personnes mortes, un responsable d'un centre de sécurité américano-irakien pour la province de Salaheddine affirmait que ce bombardement avait fait 13 morts, une information qui ne pouvait être confirmée.

Sur le front électoral

Par ailleurs, deux dirigeants menant une liste d'une coalition de partis chiites donnée pour favorite aux élections ont indiqué qu'ils voulaient que les sunnites entrent au gouvernement quels que soient les résultats du scrutin.

« Que les sunnites aient peu ou beaucoup de sièges au prochain Parlement, nous aurons besoin de la participation de tous » au gouvernement, a dit à l'AFP Abdel Aziz Hakim, chef de la liste de la Coalition irakienne et leader du principal parti chiite, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII).

« Tout le monde doit participer au gouvernement et nous allons insister là-dessus », a-t-il déclaré, ajoutant que les sunnites « doivent avoir des postes au cabinet et participer à la rédaction de la Constitution ».

Le numéro 2 du parti Dawa, Jawad Maliki, a également tendu la main aux sunnites alors que les chiites, qui représentent 60 % de la population, sont en passe de diriger le pays pour la première fois de leur histoire.

Un porte-parole de la Commission électorale a précisé hier que plus de 5000 bureaux de vote seront installés partout en Irak, à l'exception de la province rebelle d'Al-Anbar.

« Il y aura 5220 bureaux de votes et 29 000 urnes dans tout le pays à l'exception de la province (occidentale) d'Al-Anbar », a affirmé Farid Ayar.

Quelque 14 millions d'électeurs sont appelés aux urnes le 30 janvier pour élire une assemblée constituante de 275 sièges et 18 conseils provinciaux.

Dans les actes de violence, une personne a été tuée et 20 autres blessées à Mahaouil (sud de Bagdad) par l'explosion d'une voiture piégée, a indiqué la police.

Un membre du conseil de la province méridionale de Bassora a été légèrement blessé dans un autre attentat, qui a tué deux de ses gardes du corps.

Les corps de trois entrepreneurs ont été retrouvés hier matin dans un lac à l'ouest de Samarra (125 km au nord de Bagdad), a annoncé la police. Les trois hommes avaient reçu chacun une balle dans la tête.

En outre, quatre responsables de la province sunnite de Salaheddine ont été enlevés vendredi soir par des inconnus au sud de la capitale, a indiqué hier un porte-parole militaire américain.

Par ailleurs, le *New York Times* a indiqué hier que les États-Unis détenaient en Irak 325 combattants étrangers, dont certains devraient être transférés ailleurs afin d'être détenus indéfiniment.



PHOTO NAMIR NOOR-ELDEEN, REUTERS

Cet Irakien arrive sur les lieux d'une maison en ruine, que l'aviation américaine venait de bombardier par erreur hier, faisant cinq morts, selon les autorités, 14 dont sept enfants, selon le propriétaire, à Mossoul, dans le nord du pays.

L'accord de paix au Sud-Soudan : un espoir pour le Darfour ?

CHRIS TOMLINSON
ASSOCIATED PRESS

NAIROBI — Le Soudan clôt officiellement aujourd'hui une guerre civile vieille de 21 ans, l'une des plus longues d'Afrique, avec la cérémonie de signature de l'accord de paix de Naivasha, au Kenya. Au soulagement et à la joie répondent l'espoir que cette paix ait valeur d'entraînement pour régler également la situation au Darfour, dans l'ouest soudanais, où un sanglant conflit depuis 2003 a entraîné une crise humanitaire massive.

Dans la foulée de l'euphorie du règlement avec le Sud, le président soudanais Omar el-Béchir a en effet déclaré qu'il envisageait désormais un accord de partage du pouvoir et des richesses avec les rebelles du Darfour, sur le modèle de celui passé avec les sudistes de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan), toujours dirigée par le chef historique de la rébellion sudiste, John Garang.

Car l'accord de Naivasha « tourne le président el-Béchir envisage désormais un accord semblable de partage du pouvoir et des richesses avec les rebelles du Darfour

la page d'une guerre, mais d'autres continuent. Cela nous donne une base pour redoubler nos efforts au Darfour », a déclaré hier le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, au cours d'une conférence de presse aux côtés de John Garang et du vice-président soudanais, Ali Osman Mohamed Taha.

Et ce à l'heure où le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, vient

de mettre en garde, dans un rapport publié vendredi, contre la détérioration de la situation, l'absence totale de sécurité, les humanitaires pris pour cible et l'extension du conflit au Kordofan voisin.

Aujourd'hui, la communauté internationale se retrouve donc à Nairobi autour du berceau de cette première paix soudanaise. Le 31 décembre, Khartoum et les rebelles sudistes avaient bouclé deux années de négociations.

Celles-ci auront permis d'établir une trêve permanente, des accords de partage des richesses, notamment pétrolières, le désarmement des milices alliées des deux camps, un gouvernement autonome pour le sud qui financera sa propre armée et l'organisation de l'administration de trois régions disputées du centre. Les forces rebelles doivent notamment quitter les secteurs des monts Nuba, d'Abyei et de la province du Nil Bleu oriental, que Khartoum dit faire partie du nord.

L'accord prévoit une période de transition de six ans, qui débutera

Le Darfour, où un cessez-le-feu signé en novembre a été maintes fois violé et où ont émergé deux nouveaux mouvements rebelles, reste en tête des priorités gouvernementales. « Il y a un état d'esprit différent, je crois que cela va aider », a estimé le vice-ministre de l'Information, Abdel Dafe Khattib. Khartoum « tente de réparer les relations avec toutes les parties, à l'intérieur et à l'extérieur, que ce soit avec les Américains, les Européens ou nos voisins ».

Car le régime militaire-islamiste, désireux d'abandonner son statut de paria de la communauté internationale, a cédé aux pressions occidentales pour faire la paix avec le Sud.

Et le Darfour semble plus important pour Khartoum, selon les observateurs, car sa population est musulmane en majorité, comme au nord, et la plupart des soldats de l'armée en sont originaires.

En février 2003, des rebelles non arabes ont pris les armes, dénonçant la discrimination contre les Soudanais d'origine africaine. Khartoum a répondu en armant les milices arabes janjawid, accusées d'exactions contre les civils. Depuis mars dernier, entre maladies et massacres, la guerre a fait au moins 70 000 morts, un nombre inconnu de victimes des combats et deux millions de déplacés.

Il y a certes des parallèles avec la guerre sudiste, dans laquelle l'insurrection, majoritairement chrétienne et animiste, réclamait depuis 20 ans une plus grande autonomie et une plus grande part des immenses richesses du Sud. Une interminable guerre qui aura fait plus de 2,5 millions de morts.

Les rapports Canada-É.-U. : Washington veut « plus de rigueur »

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le secrétaire d'État adjoint sortant, Richard Armitage, a prédit une diplomatie américaine « plus rigoureuse » sur des sujets traditionnels comme le processus de paix au Proche-Orient ou les relations avec le reste du continent américain.

« Le moment est venu d'avoir une diplomatie un peu plus rigoureuse pour s'occuper de choses comme le processus de paix, les réformes au Proche-Orient ou nos relations traditionnelles avec le Canada ou nos voisins du sud », a-t-il déclaré dans un entretien avec la télévision d'Abou Dhabi, dont le texte a été diffusé hier par le département d'État.

Il a toutefois ajouté que Washington allait aussi continuer à se consacrer aux développements des « trois guerres » (Irak, Afghanistan, lutte contre le terrorisme) engagées sous le premier mandat du président George W. Bush.

M. Armitage a promis une « diplomatie musclée » là où il le faudrait, et une « diplomatie énergique » dans les domaines plus traditionnels.

Le numéro 2 du ministère des Affaires étrangères doit quitter ses fonctions dans les prochaines semaines pour être remplacé par l'actuel représentant pour le commerce, Robert Zoellick. Le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, sera remplacé par Condoleezza Rice.

L'échec de Santé Canada

Le Ministère connaissait le risque accru d'incidents cardiovasculaires graves longtemps avant le retrait du Vioxx

Extrait de l'éditorial publié dans l'édition du 4 janvier 2005 dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*. La version intégrale du texte peut-être consultée au www.cmaj.ca.

L'automne dernier, l'inhibiteur sélectif de la COX-2, le rofécoxib (Vioxx), un médicament à succès très répandu sur le marché et présentant un faible risque de saignements gastro-intestinaux, était retiré en raison de risques accrus de cardiopathies et d'accidents vasculaires cérébraux. Le médicament avait été approuvé à l'origine par la FDA (et par Santé Canada) en 1999, malgré l'existence de données émanant des toutes premières études cliniques qui démontraient un risque accru mais non statistiquement significatif d'incidents cardiovasculaires, et malgré la possibilité élevée d'incidents cardiovasculaires associée à tout médicament agissant sur

La FDA et Santé Canada ont tous deux choisi de consacrer leurs efforts et leurs ressources à l'évaluation des avantages des médicaments et non de leurs préjudices.

l'enzyme cyclo-oxygénase-2 (COX-2) de régulation de la prostacycline — puissant vasodilatateur et inhibiteur de l'agrégation plaquettaire.

Pourquoi a-t-il fallu quatre ans pour que le risque accru d'incidents cardiovasculaires graves fasse surface ? Il est maintenant devenu clair que la FDA (et, implicitement, Santé Canada) connaissait le risque accru d'incidents cardiovasculaires graves longtemps avant le retrait de ce médicament du marché. (...)

La FDA et Santé Canada ont tous deux

choisi de consacrer leurs efforts et leurs ressources à l'évaluation des avantages des médicaments et non de leurs préjudices. La barre à franchir pour recevoir l'approbation n'est guère élevée : il suffit de prouver que la substance est plus efficace qu'un placebo. Les études cliniques d'approbation pré-marketing sont de trop petite envergure pour dégager tous les risques d'un médicament. Le processus favorise l'approbation des médicaments sans en assurer adéquatement la sécurité, et son seul mécanisme de surveillance post-approbation, par ailleurs fragmentaire et sous-financé, s'appuie sur les rapports que font les médecins d'événements indésirables isolés — autant de faillites graves et souvent mêmes mortelles. (...)

Un système actif de surveillance des effets indésirables graves aurait sonné l'alarme beaucoup plus tôt. La FDA et Santé Canada ont tous deux tristement failli à l'exécution de cet élément important de leur mandat public. L'importance accordée ces jours-ci aux partenariats avec l'industrie et à l'approbation rapide est contraire aux attentes de la population qui croit que ces agences existent pour la protéger n'approuvant que des médicaments dûment mis à l'essai et jugés sans risque grave. Or, lorsque l'utilisation d'un médicament devient très répandue, les préjudices peuvent commencer à l'emporter sur les avantages, et il serait temps que les agences réglementaires remettent de l'ordre dans leurs priorités. Mais en sont-elles capables ?

Les coûts et les difficultés de la surveillance post-marketing ne sont pas négligeables, et il faut de grandes populations de patients pour détecter des effets indésirables rares (mais importants). Il faut néanmoins trouver une façon raisonnable d'y parvenir, par exemple celle qu'ont proposé récemment Laupacis et ses collaborateurs : obtenir des données de suivi post-marketing à l'aide des banques de données provinciales et des programmes provinciaux d'assurance-médicaments⁽¹⁾.

La FDA et Santé Canada ont démontré leur incapacité structurelle à faire le suivi nécessaire pour assurer la sécurité des nou-



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Le Vioxx a été retiré du marché en raison de risques accrus de cardiopathies et d'accidents vasculaires cérébraux.

veaux médicaments et instruments médicaux, et trop de conflits règnent dans l'industrie pour permettre à celle-ci de se livrer à cette fonction importante. Nous avons besoin de nouvelles agences nationales capables d'assurer le contrôle de la sécurité des médicaments indépendamment du processus d'approbation. C'est alors seulement que les médecins et les patients pourront être certains d'avoir une évalua-

tion sans parti pris de la sécurité des médicaments qu'ils et elles prescrivent et prennent.

1. Laupacis A, Paterson JM, Mamdani M, Rostom A, Anderson GM. Gaps in the evaluation and monitoring of new pharmaceuticals: proposal for a different approach. *JAMC* 2003;169(11):1167-70.

Un traitement de choc

Le tsunami en Asie du Sud nous fera peut-être redécouvrir en quoi consiste réellement la sécurité à l'ère de la mondialisation

LLOYD AXWORTHY



L'auteur est président de l'Université de Winnipeg. Il a été ministre des Affaires étrangères du Canada de 1996 à 2000.

Les vagues dévastatrices qui ont déferlé sur les zones côtières de l'océan Indien auront peut-être fait davantage que détruire les vies des gens de ces régions d'Asie du Sud-Est. Elles pourraient avoir servi de traitement de choc au reste du monde pour le tirer de son obsession de la lutte au terrorisme et lui avoir fait redécouvrir en quoi consiste réellement la sécurité à l'ère de la mondialisation et de l'interdépendance.

Le concept de la sécurité humaine s'est répandu pendant la dernière décennie du 20^e siècle alors que la guerre froide se terminait et que l'on prenait conscience des limites du système des États-nations pour répondre aux exigences de la mondialisation. Il était deve-

Le Canada a été un des premiers à mettre de l'avant le principe de la sécurité humaine.

nu évident que de nouveaux dangers menaçaient la sécurité des individus, quelle que soit leur nationalité. Les anciennes notions de sécurité nationale basées sur la défense des frontières perdaient leur sens devant la menace que représentaient les conflits violents, les réseaux de criminels internationaux, les pandémies mondiales et les catastrophes naturelles de grande envergure. Autant de fléaux qui nécessitaient une nouvelle approche pour protéger les populations.

Le Canada a été un des premiers à mettre de l'avant le principe de la sécurité humaine parce que nous étions d'avis que cela permettrait de mieux protéger les Canadiens qui parcourent le monde et aussi parce que les

tendances mondiales ont une influence sur notre bien-être et notre sécurité. Nous avons prôné par notre politique étrangère la mise en place de nouvelles structures internationales qui favorisent la sécurité dans le monde. Le Traité d'interdiction des mines anti-personnel en est un exemple. Malgré un budget limité, nous avons investi dans des campagnes de promotion de la paix. Par la voie de la diplomatie, nous avons aussi tenté de tisser des partenariats avec des nations et des ONG qui partagent nos valeurs. Finalement, nous avons soutenu la coopération internationale sur les questions de sécurité humaine.

Alors que l'on discute de l'action canadienne face à la catastrophe en Asie, soulignons que l'engagement fondamental envers la protection des civils influençait le système de prise de décision d'Ottawa. Cela signifiait que lorsqu'un fort ouragan frappait le Honduras ou qu'un tremblement de terre secouait la Turquie, l'envoi du DART (l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe) et l'assouplissement des règles d'immigration se faisaient automatiquement.

Ces efforts pour construire une nouvelle structure mondiale ont pris fin à la suite des attentats du 11 septembre quand l'administration Bush a réaffirmé la primauté de la sécurité nationale par l'utilisation de la puissance militaire américaine et en sabotant à répétition toute tentative de coopération internationale pour faire face aux dangers qui ne sont pas reliés au terrorisme. Par déférence pour les États-Unis, le Canada a alors délaissé ses efforts de défense de la sécurité humaine et a plutôt dépensé des milliards de dollars à améliorer la sécurité de ses frontières, en plus d'empiéter sur la Charte des droits, ce qui a affecté particulièrement les résidents permanents.

Le tsunami asiatique devrait donner le signal d'un retour aux questions de sécurité humaine visant à protéger les civils. Dans la crise actuelle, les Canadiens doivent mettre leur expertise en matière de catastrophes au service des efforts de reconstruction et s'assurer que les régions dévastées reçoivent une aide qui leur permet de retrouver des condi-



PHOTO EMMANUEL DUNAND, AFP

Une jeune Indienne ayant survécu à la catastrophe fond en larmes dans les bras de sa mère lorsqu'elle apprend le décès de son jeune frère.

tions sanitaires, ainsi que l'accès à l'eau potable et à des soins médicaux. Le projet de créer un système d'alerte dans l'océan Indien risque de coûter cher et d'être complexe technologiquement. Nous devrions être les premiers à offrir notre aide, en plus de nous assurer que des systèmes semblables sont en place dans les autres régions du monde.

La prévention

Il faut également réaliser que la prévention est un élément essentiel de la « responsabilité de protéger ». Il est donc nécessaire de prévoir les prochaines catastrophes, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme, et réagir avant qu'elles aient des conséquences désastreuses. Une capacité d'intervention internationale beaucoup plus efficace que celle

qui existe à l'heure actuelle sera indispensable. Le Canada pourrait soutenir la création d'une unité d'intervention d'urgence de l'ONU constituée de Casques bleus chargés de la protection des régions instables, mais aussi de Casques blancs et verts qui interviendraient lors de crises économiques, sociales et environnementales.

Le sommet sur la réforme des Nations unies qui se tiendra l'automne prochain donne l'occasion au Canada de remettre de l'avant les questions de sécurité humaine en proposant que les Nations unies fassent de la « responsabilité de protéger » une règle de conduite. Le Canada pourra passer de la parole à l'acte et offrir une aide concrète qui renforcerait la capacité d'agir des Nations unies.

ÉDITORIAUX

La résistance s'organise



fcardina@lapresse.ca

FRANÇOIS CARDINAL

La publicité est partout. Mais plus elle est agressive, plus les consommateurs se rebiffent.

À Montréal, une personne sur deux dit avoir atteint son seuil de tolérance, selon un sondage Léger Marketing. Ce que l'enquête ne dit pas cependant, c'est que les gens sont encore plus excédés par la publicité non désirée, celle qui se dépose sur le perron ou qui se présente au téléphone à l'heure du souper.

Heureusement, la résistance s'organise.

Dans le cas du télémarketing, on peut même dire que la fin du harcèlement est proche. Le gouvernement Martin a déposé en décembre

Des forêts entières passent trop souvent de la poignée de porte au bac de recyclage. Annuellement, 45 000 arbres sont ainsi abattus.

un projet de loi qui vise la création d'un registre de consommateurs mécontents.

Vous laissez votre numéro de téléphone, on cesse de vous appeler. Simple. Efficace.

Les Anglais et les Américains ont déjà choisi cette voie. Aux États-Unis, les résultats de l'opération *Do Not Call Registry* mené depuis plus d'un an déjà ont été carrément époustoufflants. Dès le premier jour, les gens se sont mis à s'inscrire à un rythme effréné : jusqu'à 150 personnes... par seconde ! Plus de 60 millions d'Américains ont profité du registre jusqu'à maintenant.

Il s'agit en outre d'une mesure « gagnant-gagnant » puisque les compagnies de télémarketing en

bénéficient également. Elles font moins d'appels, mieux ciblés. Elles dépensent ainsi moins d'argent pour atteindre plus de personnes, ce qui fait plaisir aux publicitaires qui ne sont pas sans savoir que le mécontentement de la population augmente sans cesse.

« L'irritation des consommateurs est telle qu'elle commande des changements », faisait d'ailleurs remarquer récemment le président de l'Association canadienne du marketing, John Gustavson.

Dans le même ordre d'idées, les Publisac constituent une autre plateforme publicitaire qui irrite de plus en plus de monde. C'est pour cette raison que 11 arrondissements de Montréal, épaulés par divers groupes écologistes, ont lancé il y a quelques semaines une campagne pour encourager les citoyens à refuser ces publicités. Ils distribuent en ce sens des autocollants « non aux circulaires ».

Le problème, c'est que cette mesure n'est pas toujours prise en compte par les livreurs. *La Presse* faisait état récemment du cas de ce Lavallois qui se bat depuis une dizaine d'années pour ne plus recevoir ce fameux sac de plastique bourré de coupons rabais. Ses nombreuses plaintes ne donnant rien, il compte éventuellement s'adresser aux tribunaux.

Avec raison, puisque des forêts entières passent ainsi trop souvent de la poignée de porte au bac de recyclage. Annuellement, 45 000 arbres sont ainsi abattus. Et c'est sans compter l'impact sur l'environnement des 47 millions de sacs utilisés chaque année pour distribuer ces dépliants.

Bien que les livreurs embauchés par Transcontinental ne respectent pas toujours les vignettes apposées sur les boîtes à lettres, la campagne des arrondissements ne peut qu'avoir des effets positifs. En effet, plus les gens utiliseront l'autocollant, plus les livreurs auront de la difficulté à passer outre.

On se met même à rêver au jour où Transcontinental inclura elle-même l'autocollant dans ses Publisacs...

OPINION

Pas de lien entre l'emplacement du CHUM et la santé des pauvres

MARIE-FRANCE RAYNAULT
L'auteure est directrice de l'Observatoire montréalais des inégalités sociales de la santé.

Les médias ont fait état dernièrement de discussions passionnées au sujet de la santé des populations défavorisées de l'est de Montréal qui serait mise en danger par la localisation du futur CHUM. On laisse ainsi entendre que l'accès géographique proche aux soins ultra-spécialisés serait un déterminant important de la santé des personnes pauvres. Ce n'est cependant pas le portrait qui se dégage des données de

La santé des personnes pauvres dépend davantage des conditions de vie, du revenu et de l'éducation que de la proximité d'un centre hospitalier.

surveillance continue de l'état de santé de la population montréalaise telles que colligées par la Direction de la santé publique.

L'exemple du territoire du CLSC des Faubourgs illustre de façon dramatique l'absence de corrélation. En effet, cette population qui vit aux portes de deux centres hospitaliers universitaires renommés, soit les hôpitaux Saint-Luc et Notre-Dame, présente année après année les plus mauvais indicateurs de santé de l'île de Mon-

tréal et des différences choquantes d'espérance de vie avec les habitants du West-Island qui ne bénéficient pourtant pas de telles infrastructures hospitalières.

Il ne s'agit pas ici de critiquer les services médicaux mais bien de constater que la santé des personnes pauvres dépend davantage des conditions de vie, du revenu et de l'éducation. Le ministère de la Santé peut aussi mettre l'épaulé à la roue pour diminuer le fardeau des maladies en milieu défavorisé : une attention aux politiques, programmes et services qui touchent la petite enfance est plus susceptible de faire une différence à cet égard que la localisation dans un quartier ou un autre d'un centre hospitalier de soins tertiaires pour adultes.

Bien sûr, il faut soigner les malades et les gens pauvres ont plus que leur part de besoins à cet égard. Le succès de l'entreprise relève d'un accès facile aux soins de première ligne, et je ne parle pas ici seulement des médecins de famille mais aussi des médicaments et des soins à domicile, et de références facilitées pour des services spécialisés. L'encouragement tacite de la médecine à deux vitesses, la tarification des services de base et les délais à rétablir la gratuité des médicaments pour les plus pauvres, voilà les vrais ennemis de l'accessibilité aux soins.

Quant à la localisation du CHUM, il faudra en mesurer l'impact autrement.

L'aide du gouvernement Charest aux sinistrés de l'Asie du Sud-Est...



serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

Ne touchez pas au drapeau!

Pendant plus de deux semaines, l'unifolié n'a pas flotté au sommet des bâtiments provinciaux à Terre-Neuve et au Labrador

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur aux affaires nationales au journal The Globe and Mail.

Il est arrivé parfois, mais seulement occasionnellement, que

des sécessionnistes québécois fassent montre d'irrespect envers le drapeau canadien. Cependant, on subit tout un choc lorsqu'un premier ministre provincial affiche un grave manque de respect envers le drapeau national.

Pendant plus de deux semaines, le drapeau unifolié n'a pas flotté au sommet des bâtiments provinciaux à Terre-Neuve et au Labrador. C'est que le premier ministre Danny Williams avait donné l'ordre d'enlever les drapeaux pour manifester sa colère à l'égard du gouvernement Martin à Ottawa.

C'est une décision complètement inacceptable. Les éditorialistes et les Canadiens ordinaires l'ont condamnée. De façon appropriée, le premier ministre Paul Martin a indiqué que les négociations sur les revenus du pétrole d'origine marine, l'objet du litige, ne reprendraient pas tant que le premier ministre Williams ne remettrait pas les drapeaux en place.

L'initiative de M. Williams est également une bêtise. Terre-Neuve dépend du reste du Canada pour les paiements de péréquation et nombre d'autres avantages. La province a besoin d'amis à Ottawa et partout au Canada. M. Williams a perdu les amis qu'il pourrait avoir eus à Ottawa, et il en a perdu un grand nombre par tout le pays.

Au Texas, les gens disent « N'embêtez pas le Texas ». Dans tout le Canada, les citoyens disent « Touchez pas à l'unifolié ». On peut ne pas être d'accord les uns avec les autres, bien sûr. Discuter, certainement. Se mettre en colère, pourquoi pas ? Il s'agit du Canada, après tout. Mais ne touchez pas au drapeau !

Pourquoi M. Williams est-il si re-

tourné ? Avant de répondre à cette question, souvenez-vous que M. William est un multimillionnaire. Il affiche une suprême confiance en ses propres capacités, autre façon de dire qu'il est arrogant. Et il est extrêmement populaire en ce moment à Terre-Neuve.

En fait, sa popularité est immense. Il a fait appel au sentiment bien ancré que la province a toujours été dépeuplée par les étrangers : négociants de pêche anglais, bateaux de pêche étrangers, le Québec quant au développement hydroélectrique de Churchill Falls, et aujourd'hui, Ottawa, à propos des ressources au large des côtes. Le mythe provincial veut que Terre-Neuve soit pauvre à cause des « autres ».

Le différend touchant les ressources en mer remonte à trois décennies, soit au temps des premières explorations pétrolières. À cette époque, Terre-Neuve a réclamé la juridiction sur ces ressources, mais perdit la bataille lorsque les tribunaux statuèrent que seul le gouvernement central exerce le contrôle

Revenus pétroliers : « Ottawa a vraiment salopé le travail dans ce dossier ».

sur les ressources en mer, au Canada et partout ailleurs dans le monde.

Puis vinrent les négociations qui aboutirent à ce qui fut appelé l'Accord atlantique, signé sous le gouvernement Mulroney et qui garantissait à Terre-Neuve d'être le « principal bénéficiaire » des revenus tirés du pétrole produit en mer. En droit, le gouvernement fédéral n'était pas contraint de signer un tel accord.

Ce qui s'est passé depuis ce temps apparaît injuste aux yeux des Terre-Neuviens. Et ils ont raison. Chaque dollar qui tombe dans le trésor provincial rend Terre-Neuve plus riche. Mais il en résulte que la province est privée de 70 % des paiements de péréquation auxquels elle aurait autrement droit. Ainsi, pour chaque dollar que Terre-Neuve reçoit, il ne lui reste que

30 cents nets. À ce rythme, Terre-Neuve sera à jamais une province qui touchera des paiements de péréquation.

Terre-Neuve dispose d'un très bon argument soutenant qu'elle ne devrait pas perdre ces 70 cents. On devrait plutôt lui permettre de conserver tous ces revenus jusqu'à ce qu'elle atteigne la moyenne nationale au chapitre du revenu per capita.

Pendant des années, Paul Martin (qui était alors ministre des Finances) s'est opposé à ce raisonnement. Mais au cours de la dernière campagne électorale, M. Martin surprit tout le monde en téléphonant au premier ministre Williams à 7h30 du matin pour lui annoncer que s'il était élu premier ministre, il consentirait à ce que Terre-Neuve conserve tous ses revenus. En d'autres mots, M. Martin répudiait tout ce qu'il avait défendu auparavant, préparant ainsi la voie à cette âpre dispute.

Par trois fois M. William a écrit au premier ministre Martin pour lui expliquer comment il avait interprété leur conversation téléphonique. Par trois fois sa lettre est demeurée sans réponse. Finalement, M. Williams fit monter la pression. À la suite d'une acerbe séance de négociations à la mi-décembre à Winnipeg, il ordonna d'ôter le drapeau canadien des édifices provinciaux.

Ottawa a vraiment salopé le travail dans ce dossier. Au cours de la campagne électorale, M. Martin aurait dû dire quelque chose comme « Je promets de négocier un nouvel arrangement qui sera plus favorable à la province ». Point. Voici un marché équitable pour les deux parties. Terre-Neuve devrait conserver ses revenus pétroliers et de paiements de péréquation jusqu'à ce qu'elle atteigne la moyenne nationale, et les paiements de péréquation cesseraient alors.

La tactique d'Ottawa n'a guère été brillante et elle a fourni une cible de choix à un premier ministre égotiste. Mais M. Williams a été insultant de sorte qu'Ottawa a raison de refuser de négocier ou même de discuter avec quiconque insulte le drapeau canadien.

À VOTRE TOUR

Miss Québec... libre

JACQUES NOËL
L'auteur réside à Québec.

La République populaire de Chine accueillait récemment le 54^e pageant de Miss World. C'est le vieux Mao qui a dû se virer de bord dans son tombeau vitré...

Cent sept beautés se disputaient le titre, dont une bonne dizaine venant de peuplades non souveraines comme les Tremblay d'Amérique. Miss Gibraltar représentait son minuscule rocher, revendiqué par les Espagnols depuis 300 ans, Miss Wales le peuple gallois, toujours sous la couronne britannique, tout comme Miss Écosse et Miss Irlande du Nord. Miss Hongkong représentait les Hongkongais, maintenant chinois mais toujours distincts, Miss Guadeloupe, les Guadeloupéens toujours français mais bien distincts et Miss Puerto Rico, les Portoricains toujours américains, et encore dans les nuages après leur victoire sur le *Dream Team* à Athènes. Le Canada, lui, était représenté par... une Serbe ! Ce qui est peut-être mieux qu'une danseuse roumaine, dirait-on à M^{me} Sgro et ses visas à 10...

Contrairement aux Jeux olympiques, la souveraineté nationale n'est pas du tout un critère pour participer au concours. Même l'anglais n'est pas nécessaire, la gagnante péruvienne baragouinant à peine la langue de Lady Di.

Trop québécoises ?

Trop québécoises les concours de Miss pour nos féministes snobes et si évoluées ? Sans doute. N'empêche que tous les grands pays « évolués », des États-Unis à la Suède, de l'Australie à l'Autriche avaient leur Miss. Et le show est vu dans le monde par plus de deux milliards de téléspectateurs (c'est 1000 fois Raël se faisant tirer le pompon au show de Guy A.). Ce sont d'ailleurs les spectateurs qui votent pour la beauté de leur choix. Bref une tribune unique, exceptionnelle, pour faire connaître la nation.

Alors, à l'heure du fédéralisme asymétrique, le dernier gadget constitutionnel de l'ami Paul, pourquoi on ne tenterait pas une brèche cette année ? Après tout, le Statut de la Femme est de juridiction provinciale.

Des hommes et des animaux

NICOLE CAZA
L'auteure habite à Le Gardeur.

La communication est difficile de nos jours. Entre tous les problèmes de société, la solitude est peut-être le pire. Le travail aujourd'hui est aussi très exigeant et les gens sont stressés, fatigués et n'ont plus le temps de communiquer. Pour ma part, je vais à un centre de Phobie-Zéro où l'on peut échanger sur nos problèmes, partager nos joies, nos parcelles de vie. C'est très enrichissant.

J'ai élevé mes deux garçons et aujourd'hui, à 55 ans, je me retrouve seule car mon mari travaille encore. En raison de problèmes de santé, je ne peux travailler à l'extérieur. J'aime la lecture, la musique, prendre des marches et entretenir ma maison et mon jardin.

J'ai aussi trois chats qui m'apportent une présence mais moins que si j'avais un chien. Un chien on dirait qu'il nous comprend quand on a de la peine. Il devient un compagnon de vie. On dit qu'un chien a une intelligence d'un enfant de trois ans. Je crois que les chats et les chiens ont des émotions et pas seulement de l'instinct. Dommage que l'on doive euthanasier tant d'animaux délaissés ou perdus. Et dire qu'il y a aussi tant d'enfants qui souffrent de maladies ou de malnutrition et qui meurent faute de soins.

Les hommes sont très intelligents pour aller sur la lune et explorer d'autres planètes, mais que font-ils avec la nôtre ? Un monde en désespoir, en manque d'amour.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Avant même d'entrer à la maternelle, son éducation multiculturelle était déjà bien entamée, nous dit Lorri Benedik

Pas mal... pour une Anglaise

LETTRE DE LA SEMAINE

LORRI BENEDIK
L'auteure est pigiste et demeure toujours à Montréal.

Quand j'étais jeune, ma famille habitait un sympathique quartier de Montréal, près du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue des Pins. On appelait ce voisinage « The Main », la *Main* si vous préférez. C'était les années cinquante et la plupart des résidents anglophones commentaient à s'exiler vers les municipalités à l'ouest de l'île. Nous n'avions pas les moyens de les suivre.

Avant même d'entrer à la maternelle, mon éducation multiculturelle était déjà bien entamée. Je savais dire « s'il vous plaît » et « merci » en grec, « bonjour » et « comment ça va » en polonais et aussi comment compter en portugais, en chinois et en ukrainien.

Mon école primaire s'appelait Devonshire. Toutes les matières y étaient enseignées en anglais. J'étais toujours la première élève à lever la main pour répondre aux questions, et j'avais toujours d'excellentes notes dans mon bulletin. J'en étais tellement fière ! À l'époque, je croyais que j'étais première de la classe à cause de mon intelligence supérieure, mais je me suis aperçue plus tard que c'était plutôt parce que j'étais l'unique écolière

de mon niveau qui bénéficiais de l'aide aux devoirs de parents anglophones.

Au secondaire, le français était mon sujet préféré et celui où je réussissais le mieux. Mon premier vrai *chum*, un beau doux Québécois, s'appelait Claude. Ses trois soeurs et deux frères se débrouillaient tous bien en anglais, mais pour me faire plaisir, ils me parlaient souvent en français. Un de mes souvenirs préférés de ces années-là, c'est la veille du jour de l'An passée avec Claude et sa grande famille étendue. C'était en 1971 et, comme d'habitude, ils avaient loué une grande cabane dans le

« Lorri est pas mal... pour une Anglaise. » Sept petits mots assassins qui ont provoqué chez M^{me} Benedik tristesse et solitude lorsqu'elle les a entendus.

bois, où nous nous sommes régalés d'un énorme réveillon. Après le repas, la musique a commencé. Tout le monde dansait une sorte de gigue sur des airs de violon traditionnels. Au petit matin, sa tante Reine, haute comme trois pommes et aussi ronde, nous a offert son interprétation de quelques chansons.

J'avais à peine 16 ans, et j'étais très timide de nature, mais cela n'a pas retenu son oncle Placide. Il est venu me chercher pour danser. J'ai fait mon possible pour me mettre au pas avec lui. J'ai tellement ri que des larmes coulaient de mes yeux. J'étais réjouie, ayant le *feeling*

d'être acceptée, sans conditions, enveloppée par ces gens chaleureux. Malheureusement, Claude et moi nous sommes quittés après une couple d'années.

En 1974, j'ai commencé à travailler pour un détaillant de motocyclettes au centre-ville. Les jeunes qui travaillaient là étaient des Québécois francophones, un groupe ethnique avec lequel je me sentais très à l'aise. Un soir après le travail, j'ai voulu me joindre au groupe qui sortait souper, mais j'ai ressenti un froid. Confuse, le lendemain, j'ai demandé à une copine d'investiguer. Elle a posé la question à Serge, un *super-cute* mécanicien, et il

lui a répondu, « Lorri est pas mal... pour une Anglaise. » Quelle tristesse j'ai éprouvée — et quelle solitude.

Il y a quelques années une bonne amie de longue date est venue chez nous pour souper. C'était juste avant le référendum et la conversation du cercle d'amis a dévié sur la question de l'indépendance du Québec. Je savais qu'elle penchait du côté du OUI. Mais quand une personne a posé la question, « Et si la situation au Québec se détériorait au point où il s'agissait d'une guerre ? », sans même faire une pause pour reprendre son souffle,

elle a répondu : « Je me battrais jusqu'à être la dernière personne debout. » Ses mots m'ont cinglée, comme une gifle. Est-ce qu'elle voulait dire qu'elle me tuerait, si nécessaire, afin d'acquiescer sa patrie ?

Je n'ai pas réussi à l'avaloir et notre amitié s'est arrêtée là. C'est fort probable qu'elle avait toujours pensé que j'étais pas mal... pour une Anglaise, elle aussi. Étant adulte, je comprends mieux la dichotomie, mais cela ne m'empêche pas d'en pleurer la perte. Mon pays, le Canada, se vante avec fierté, sur la scène internationale, de sa « mosaïque culturelle ». Chacun de nous a des ancêtres qui viennent d'ailleurs, mais, à mon avis, cela ne devrait pas nous empêcher de nous aimer à la folie. Et, s'il vous plaît, une petite correction. Je suis peut-être une Canadienne anglophone, mais je ne pourrai jamais être une « Anglaise » d'aucune sorte, car je ne viens pas d'Angleterre.

Bien sûr que je me rappelle avec beaucoup de nostalgie du temps de mes 16 ans, et de la danse mémorable avec l'adorable mononcle Placide ! *Those were the good old days*. Un temps d'innocence d'esprit pour une jeune fille, une Montréalaise pure laine qui, aujourd'hui, n'est plus trop gênée pour avouer que je suis toujours... « pas mal du tout ».

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M^{me} Benedik recevra une copie laminée de cette page.

Oxymorons

Figure qui consiste à allier deux mots de sens contradictoire

MARIE-MICHELLE POISSON
L'auteure est résidente de Montréal.

« Sport Motorisé ». Voilà un bel oxymoron ou si vous préférez une formule qui allie deux mots de sens contradictoires et incompatibles. Tout le monde convient que le mot « sport » devrait normalement être associé à « bien être », « santé », « exercice physique », « équilibre personnel », « paix intérieure », « satisfaction de soi ». Ajoutez « motorisé » au mot « sport » et tout ce que je viens d'énumérer va s'envoler en fumée ! Motoneige (en hiver), motomarine (en été), ajoutez le mot « nature » et vous obtiendrez de nouveaux oxymorons encore plus absurdes !

Le débat qui sévit actuellement partout au Québec (et pas seulement dans la région des Laurentides où les résidents ont eu l'avantage du nombre, avantage dont sont malheureusement privés les résidents, fermiers ou vacanciers

isolés en campagne qui se battent seuls, à leur corps défendant, contre la circulation intempestive des véhicules motorisés sur les berges, cours d'eau, sentiers, champs cultivés, etc.) suite au jugement en faveur de riverains du tracé du petit Train du Nord ressemble en tout point au difficile débat que nous avons eu, il y a peu, concernant les droits des non-fumeurs dans les lieux publics.

Ajoutez « motorisé » au mot « sport » et vous obtenez un exemple parfait d'oxymoron.

La position des fumeurs était indéfendable. À quel droit pouvaient-ils prétendre lorsqu'ils fumaient sans vergogne dans les salles d'attente des hôpitaux ? De quel droit un seul fumeur pouvait-il compromettre le confort de

tous les convives dans un restaurant ? De quel droit un fumeur pouvait-il mettre en danger la santé et la vie de ses collègues de travail exposés aux fumées secondaires ?

La position des gens qui veulent pratiquer des sports motorisés en pleine nature est tout aussi indéfendable ; non content de polluer les villes par les émanations de dioxyde de carbone à longueur de semaine avec leurs voitures, ces gens font des kilomètres, en voiture, pour se rendre en campagne où ils passeront le plus clair de leur temps à faire tourner leur « véhicule récréatif » (un autre oxymoron quand on constate que conduire un véhicule, certainement la tâche la plus abrutissante et accablante qui soit au quotidien, est aussi l'activité que certains choisissent pour se délasser... cherchez l'erreur !)

À observer le comportement des amateurs de sport motorisé, on se

demande si le seul moment où ils n'émettent pas de fumées bleues mortelles c'est lorsqu'elles dorment... comme les fumeurs. Le dioxyde de carbone est mortel non seulement parce qu'il contribue à l'effet de serre mais aussi et surtout parce qu'on est prêt à aller en guerre pour sécuriser l'approvisionnement des hydrocarbures... (1500 jeunes américains et cent fois plus d'Irakiens tués au nom de la « liberté »... de circuler en véhicule moteur...)

Nouvelle définition

Pour finir je voudrais vous proposer une toute nouvelle définition du mot oxymoron. Il s'agit d'un néologisme issu de la contraction des mots « oxyde de carbone » et « moron » et qui sert à désigner des personnes qui manifestent la plus grande indifférence envers les responsabilités morales environnementales qui incombent à tous les habitants de la terre envers les générations futures.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Clément Demers et Réal Lestage

Il n'aura fallu que trois ans et des poussières à une équipe d'hommes et de femmes convaincus pour mener à terme le rêve de donner vie et âme à un secteur de la ville mal aimé, « un non-lieu » défiguré par une autoroute et des stationnements à ciel ouvert.

ANNE RICHER

De nombreux prix prestigieux, autant ici qu'à l'étranger, ont souligné la réalisation unique du Quartier international de Montréal, une superficie de 27 hectares délimitée par les rues Saint-Urbain, Saint-Antoine, Saint-Jacques, University et Viger. Pour n'en citer que trois grands : le prix Performance Gestionnaire et le prix Performance Entrepreneur du Réseau ESG UQAM ; le prix Hans Blumenfeld de l'Ordre des urbanistes du Québec.

Un projet d'une valeur durable, authentique, qui ressemble à la ville dont il est issu.

Et un immense cadeau aux générations futures.

C'est le plus important projet de ce genre jamais réalisé au Canada. *La Presse* rend hommage à ses deux principaux artisans : Clément Demers, directeur général du Quartier international de Montréal, et Réal Lestage, associé principal de la firme Daoust Lestage, en les nommant tous les deux Personnalités de la semaine.

Les deux hommes tiennent à souligner que sans l'équipe composée d'une vingtaine de personnes fidèles, solidaires et convaincues, « le noyau dur » comme ils l'appellent, rien n'aurait pu se faire. Rien de cette qualité. De plus, « au-delà de 1000 personnes au savoir-faire et à la créativité débordante ont fait éclore la magie », déclarent-ils.

Une vitrine

« Le Palais des congrès, l'un des huit premiers dans le monde, recevait les visiteurs de prestige dans le pire coin de la ville. » Ce n'était pas avec cette image que les étrangers pouvaient avoir envie de revenir. Ce n'était pas non plus dans cette morosité que les citoyens avaient envie de s'établir.

Un coup de gouvernail été donné. Sont sortis du bitume et de la grisaille un réseau piétonnier considérable, la place Jean-Paul-Riopelle avec sa fontaine monumentale, le square Victoria, partout des arbres, un Palais des congrès rénové, le spectaculaire bâtiment de la Caisse de dépôt et placement du Québec, sans compter de nouveaux venus en habitation et en hôtellerie. L'impact économique est déjà concrétisé. Le QIM est le fruit d'un partenariat public-privé, entre le gouvernement et les grandes entreprises. Un budget initial de 90 millions qui rapporte déjà au centuple.

Le secret de la grande entente entre les deux hommes? Ils possèdent chacun, de manière complémentaire, le sens de la ville, de la rue, de l'environnement, de la nécessité

de créer de la beauté pour les générations futures. Le Quartier international de Montréal, s'il est cité en exemple dans bien des capitales du monde, c'est qu'il a réussi, en respectant temps et argent, à ne faire aucune concession sur la qualité de l'aménagement, de l'architecture, du mobilier urbain, celui du designer Michel Dallaire.

Geste culturel de grande importance pour les Montréalais : « Les gens se sont déjà appropriés ces nouveaux lieux publics. Marcher en ville devient une aventure stimulante. »

Vision d'ensemble

C'est indéniable que la magie a opéré. « C'était comme Expo 67 », rappelle Clément Demers. Et cet esprit s'est maintenu tout le long dans un esprit de collégialité. Mais il fallait un capitaine. « L'important était de maintenir bien vivante la vision, à toutes les étapes », ajoute-t-il.

Réal Lestage est urbaniste. Du plus loin qu'il se souvienne, il aimait bâtir, encouragé par son père, chef de plateau à Radio Canada. « J'étais fasciné par le fait de construire sur un site vierge, d'habiter cet espace, d'y mettre de l'humain. » Élevé à Verdun, il passait ses samedis à dessiner, à monter un album sur Jean-Paul Riopelle qu'il admirait. Le destin lui a ramené Jean-Paul Riopelle, avec émotion, avec *La Joute*, sculpture-fontaine monumentale.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

« J'étais fasciné par le fait de construire sur un site vierge, d'habiter cet espace, d'y mettre de l'humain. »

L'année 2004 a marqué la consécration de son talent et celui de Renée Daoust, son associée, par de nombreux prix.

Clément Demers, né à Québec à deux pas de la colline parlementaire, a ensuite vécu à Outremont et a eu le bonheur très tôt dans sa vie de voyager beaucoup. « Le centre-ville des capitales du monde m'a toujours fasciné, la richesse du patrimoine et de l'architecture. » Architecte de formation, il a obtenu une maîtrise en gestion de projets d'aménagement à l'UQAM. Il a travaillé 15 ans à la Ville de Montréal, au service de l'urbanisme, à celui de l'habitation et du développement urbain.

Enthousiastes, passionnés, ils sont convaincus tous les deux que la société d'aujourd'hui doit bâtir ses trésors collectifs, le patrimoine de demain. Devenir les artisans de cet avenir fait partie de nos responsabilités.

« EST-CE POSSIBLE DE BIEN FAIRE LES CHOSES AUJOURD'HUI? »

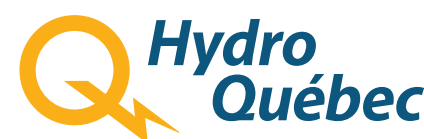
« L'architecture doit nous survivre. Il ne sert à rien d'utiliser des matériaux qui seront à remplacer dans 20 ans. Ce n'est pas une opération rentable. »

« DONNEZ-NOUS UN EXEMPLE DE LA CRÉATIVITÉ DES ARTISANS »

« Faire danser du feu sur de l'eau. Un beau défi. Autour de l'oeuvre de Jean-Paul Riopelle, créer un cercle de feu. Personne n'a jamais dit : « C'est impossible! »

« D'OÙ VIENT L'IDÉE DU QUARTIER INTERNATIONAL? »

« De la Ville au cours des années 1980. Il fallait à tout prix réhabiliter un secteur de la ville déstructuré au cours des années 60-70 et puis carrément abandonné par la suite. »



Retrouvez **La personnalité de la semaine**

La Presse/Radio-Canada demain matin



René Homier-Roy
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
du lundi au vendredi
de 5h à 9h



Michel Viens
MATIN EXPRESS
du lundi au vendredi
de 6h à 10h

